

est édité par le Centre d'Action Laïque,
asbl et ses Régionales du Brabant
Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège,
Luxembourg, Namur et Picardie.



Espace de Libertés est distribué à tous les membres des associations affiliées au CAL/Brabant Wallon grâce à une participation financière de cette régionale.

Rédaction, administration et publicité

Directeur: Patrice Darteville

Rédactrice en chef: Michèle Michiels

Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet

Production, administration et publicité:

Fabienne Sergoyenne

Comité de rédaction: Mireille Andries,

Jean Charlier, Patrice Darteville, Julien

Dohet, Jérôme Jamin,

André Koeckelenbergh, Jules Louis,

Yolande Mendes da Costa, Jacques

Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric

Soumois, Serge Vandervorst.

Fondateur: Jean Schouters

Membre d'honneur: Ghislaine De Bièvre

Documentation: Anne Cugnon

Impression: Massoz s.a., Liège

ISSN 0775-2768

CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236,

avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles.

Tél. 02/627.68.68 - Télécopie 02/627.68.61.

E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Site du mouvement laïque:
<http://www.laicite.be>

Abonnements:

Pour 10 numéros:

Belgique: 18 €, Étranger: 26 €

Pour 10 numéros + 2 Documents:

Belgique: 20 €, Étranger: 32 €

par virement au compte
n°210-0624799-74 du CAL.



Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).

Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Education et du Pilotage interrégionaux.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture: Disques de Newton. Étude pour la fugue à deux couleurs, 1912, Frantisek Kupka, © Paris, ADAGP, 2003.
Notre dossier: L'Europe de la recherche, pages 4 et suivantes.

s o m m a i r e

Editorial

André Cools: on peut conclure – Patrice Darteville 3

Dossier: L'Europe de la recherche

À la recherche d'un second souffle – François Louis	4
Les NTIC ou l'enjeu mondial du siècle – Jean-Luc Vidick	7
La révolution minuscule – David Leloup	9
Le pari du génome – David Leloup	10
L'avenir se situe aussi... loin de la terre – Christian Dubrule	12
Airbus bientôt rival de Boeing? – Patrick Anspach	14

Idées

Chronique de mutations annoncées. L'entretien de Jean Sloover avec Xavier Mabille	15
Guerres de territoires, de palier, de chambrée... – Sophie Creuz	18
L'image-action plutôt que l'idéologie – Julien Dohet	19

Europe

L'autre «mal suisse». Une interview de Uli Windisch. Propos recueillis par Pascal Martin	20
Article 51 - Le gouvernement exige la suppression – Georges C. Liénard	22

Monde

Le paradoxe Castro. Une interview de Serge Raffy. Propos recueillis par Sergio Carrozzo	24
---	----

Société

Chômeurs: la saison de la chasse est rouverte! – Olivier Swingedau	26
--	----

Religion

Islam et modernité – Patrice Darteville	28
---	----

Multimédia

Pour libérer la parole... ou le geste – Maxime Coppin	29
---	----

Culture

La danse en Belgique - Flagrant délit de flirt – Rodrigo Albea	30
Pane, vino & Attanasio – Ben Durant	32
Histoires d'amour – Frédéric Soumois	33

Agenda

	34
--	----

**À tous les lecteurs et
lectrices
d'Espace de Libertés,
la rédaction souhaite
une très bonne année
2004.**

André Cools: on peut conclure

Plus de douze ans après les faits, l'assassinat d'André Cools est enfin l'objet d'un procès public. Ce délai est évidemment trop long même si, avant les révélations du témoin anonyme de 1996, peu de choses étaient possibles.

Pendant plusieurs années, le comportement des juges et des enquêteurs, leurs guerres perpétuelles et l'utilisation de l'enquête à des fins politiques immédiates, ont empoisonné l'atmosphère et compliqué la manifestation de la vérité.

Lors de son audition en Cour d'assises le 24 novembre, l'avocat général Spirlet, déchargé de l'enquête en juin 1994, averti quelques mois plus tôt par des amis de Silvio De Benedictis du rôle des membres du cabinet d'Alain Van der Biest, ne peut que constater: «*Il n'y a jamais eu la possibilité de se mettre d'accord pour faire un travail clair, pour trouver soit les auteurs de l'assassinat soit les éléments permettant de disculper... Pourquoi ne l'a-t-on pas fait? Il y a là un mystère*»¹.

Les conditions et les incohérences de l'enquête demeurent. Pour une part, il ne faut pas s'étonner qu'un tel crime suscite passions et manœuvres lors de l'enquête. Pour une autre, le clientélisme belge, la proximité et la dépendance qu'il implique entre hauts magistrats, policiers, et monde politique n'a pu manquer d'exercer ses ravages.

Un coupable

Le plus étonnant est que malgré tout cela, le résultat à l'audience soit fondamentalement clair. Mon intime conviction est que les pseudo-questions que d'aucuns font mine de se poser ont sinon pour but, du moins pour conséquence, de retarder ou d'empêcher le moment des conclusions.

Les auteurs matériels du crime et les sous-fifres chargés de les recruter et de les faire agir étaient connus depuis longtemps. Au-delà, avant le procès, des incertitudes régnait. Elles sont aujourd'hui levées, bien plus qu'on ne pourrait le penser.

Alain Van der Biest a imaginé et commandité l'assassinat d'André Cools. Loin d'être un ministre embué constamment par les vapeurs de l'alcool et manipulé par l'un de ses sbires, il a voulu, organisé et su.

Voilà la conclusion et elle n'est pas petite. Certes, Alain Van der Biest n'est plus là pour se défendre et nul doute que les accusés se déchargeant d'une part de leurs responsabilités à ses dépens mais il y a trop d'éléments pour changer l'essentiel.

Un homme politique clé du pays assassiné par un ministre en exercice selon un plan prémedité, organisé par ses collaborateurs officiels, le tout payé par l'argent public: qui dit mieux (ou plutôt pire) depuis cinquante ans en Europe de l'Ouest? On peut citer le meurtre d'Olof Palme mais il n'a pas été jusqu'ici élucidé. Pourquoi faut-il entendre plus longtemps des propos gratuits, qu'aucun élément tangible ne vient confirmer malgré une enquête qui, dans le désordre, a tout retourné en tous sens?

Un personnage hors contrôle

L'affaire est unique, mais de taille. On a désigné comme ministre fédéral ou régional un personnage qui n'en était pas

ou plus digne; on l'a laissé en fonction malgré son évidente incurie.

Selon le témoignage de Guy Spitaels, les déclarations que lui fait André Cools le 11 octobre 1990² sont claires: Van der Biest est un ivrogne et Mathot est un corrompu. À ceci, Van der Biest ajoute une autre faute: il s'entoure de maffieux. Plusieurs témoins font à André Cools le reproche d'avoir été trop autoritaire mais que ne l'a-t-il été assez que pour démissionner Van der Biest?

Le contrôle politique et social n'arrête rien. Là est le plus grave. Le choix catastrophique des ministres renvoie à la responsabilité des tout premiers hommes politiques du pays. Ceux-ci ont parfois pu croire que tout leur était possible: la réalité les a rattrapés.

Si le choix des ministres sera toujours difficile à maîtriser – mais rendre cette procédure quasi personnelle n'aide rien –, le contrôle de la sélection des membres des cabinets ministériels s'impose, pour empêcher l'estompelement de la norme qui y règne, comme l'a exposé un témoin qualifié.

La solitude de celui qui fut un temps le chef de cabinet de Van der Biest, Lambert Verjus, a quelque chose de poignant mais aussi d'inquiétant lorsqu'il avoue qu'il ne contrôlait plus rien³.

Un débat confiné

Une autre conclusion porte sur la vie politique belge. L'audition de Guy Spitaels, de Philippe Moureaux et de Jean-Claude Van Cauwenbergh a montré l'intensité et la dureté des combats internes au Parti socialiste.

L'essence de ceux-ci était connue du grand public mais de toute évidence le vif du débat est resté confiné au mieux au Bureau du parti. On ne voit pas ce qu'il y a gagné. Il est facile d'ironiser sur l'impuissance des partis où le débat s'exprime aux congrès du parti, au travers de tendances organisées (je vise le PS français) mais le confinement aux murs d'un seul immeuble corrompt tout autant le débat et, surtout, prive les électeurs des vraies questions.

Pourtant elles étaient à l'évidence politiques: l'hostilité d'André Cools à José Happart et Jean-Claude Van Cauwenbergh vise clairement – à tort ou à raison, là n'est pas le problème – une conception de l'organisation du pays qui n'était pas la sienne. Qu'a-t-on gagné à réduire les choses à un combat des chefs dans la Cité des Mandarins?

La troisième et dernière conclusion porte sur André Cools lui-même, bien vite devenu accusé aux yeux de certains. Il a succombé sous les coups d'un dauphin qu'il s'était choisi et fort mal choisi, malgré les qualités intellectuelles réelles mais fort peu adaptées à la vie politique d'Alain Van der Biest.

Quant au reste, le procès a montré que les problèmes de financement des partis sont hors sujet. Les affaires – très réelles – des années quatre-vingt n'ont pas touché André Cools. Si ses mains ont parfois fini par être sales, c'est d'avoir dû saisir celles des médiocres⁴.

Patrice Darteville

¹ Le Soir, 25 novembre 2003.

² La Libre Belgique, 28 novembre 2003.

³ Le Soir, 3 décembre 2003.

⁴ J'ai pris le risque d'écrire ceci le 19 décembre 2003 avant le prononcé du jugement.

Disques de Newton. Étude pour la fugue à deux couleurs, 1912, F. Kupka. Exposition «Aux origines de l'abstraction» (1800-1914) - Musée d'Orsay, Paris (jusqu'au 22 février 2004, tél. 0033 140 49 48 14). Aller plus loin dans la compréhension du monde visible: une exploration scientifique parfois obsessionnelle par des artistes comme Turner, Monet, Kupka, Picabia... à la recherche du «non-visible». © Paris, ADAGP, 2003.

L'Europe sera-t-elle l'économie de la connaissance la plus performante du monde en 2010?

Bien des obstacles seront à surmonter.

Galilée, Copernic, Newton, Darwin, Mendel, Pasteur, Curie, Planck, Einstein... Durant 400 ans, la recherche scientifique fut essentiellement l'affaire des Européens. Mais aujourd'hui, ce sont les États-Unis qui donnent le ton dans le domaine des sciences, même si le Vieux Continent a encore de solides arguments à faire valoir. Difficile évidemment d'objectiver un écart de performances concernant une matière aussi vaste et complexe que la recherche scientifique. La Commission européenne s'y emploie depuis quelques années. Et voici les chiffres qu'elle publie. En 2001 (dernières statistiques disponibles), l'Europe a consacré environ 2% de son PIB aux dépenses de recherche, les États-Unis 2,8% et le Japon 3%. Durant les années nonante, cet écart s'est creusé. En 2001, les Quinze ont dépensé 175 milliards d'euros pour la recherche et les États-Unis 315 milliards.

La différence des dépenses totales de recherche entre l'Europe et les USA était de 12 miliards d'euros en 1992 et de 140 miliards en 2001! La balance commerciale européenne pour les produits de haute technologie est déficitaire de 20 milliards d'euros chaque année. En terme d'emploi, les chercheurs ne représentent que 2,5% de la force de travail des entreprises en Europe, contre 6,7 % aux États-Unis et 6% au Japon. Autre donnée importante, certains économistes ont calculé qu'entre 25 et 50 % de la croissance économique trouvaient leur origine dans la recherche et les nouveaux développements technologiques.

Voilà pourquoi la Commission européenne a demandé au Conseil des ministres -c'était à Lisbonne en mars 2000- d'adopter un objectif politique ambitieux en matière de recherche. Cela s'est traduit par une déclaration d'intention un peu matamoresque dans le chef des Quinze : «en 2010, l'Europe sera l'économie de la connaissance la plus performante du monde!» Heureusement, on n'en est pas resté là. Une série d'initiatives politiques importantes ont été prises depuis lors, dont celle soutenue par le commissaire européen en charge de la Recherche, Philippe Busquin, qui consiste à jeter les bases d'un véritable espace européen de la recherche. Il s'agit d'un vaste programme de réformes des institutions de recherche, des

politiques scientifiques européennes et nationales, mais aussi des mentalités... Sans doute le plus difficile.

L'Europe de la recherche, pourtant, est déjà une réalité bien concrète. Les premières initiatives de coordination en la matière datent de l'après Seconde Guerre mondiale. Traumatisés par le conflit, les Européens vont matérialiser leur volonté de réconciliation dans une série d'accords de collaboration, dont le Traité de Paris créant la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951 (CECA), qui comprenait un volet sur la coopération scientifique et technique. Puis, ce fut la création du CERN en 1954 pour faire progresser les connaissances dans le domaine de la physique des particules, l'Observatoire austral européen (ESO) fondé en 1962 pour financer la construction de télescopes géants, l'*European molecular biology organisation* en 1963, l'Agence spatiale européenne en 1973, la Fondation européenne de la science en 1974, le programme-cadre de recherche de l'Union européenne en 1983, l'initiative Eureka pour la recherche industrielle en 1984, etc.

Le concept politique d'espace européen de la recherche ne vise pas à faire table rase de ce paysage institutionnel complexe, illisible parfois, mais qui a le mérite de faire travailler ensemble depuis plusieurs décennies des dizaines de milliers de chercheurs européens. Il s'agit simplement de pousser plus loin la logique de coordination des efforts de chaque pays et de faire de la recherche un enjeu politique et social de premier plan.

Les Européens dépensent moins que les Américains pour la recherche? Qu'à cela ne tienne, augmentons donc nos dépenses, propose la Commission européenne, suivie dans cette proposition par les chefs d'État au sommet de Barcelone du printemps 2002. L'Europe s'est alors engagée à augmenter ses dépenses de recherche pour atteindre 3% du PIB en 2010, soit une augmentation de 50% en huit ans. Pour la Belgique, qui dépense aujourd'hui environ 1 655 000 000 euros pour la recherche, cela signifie un effort d'au moins 800 millions d'euros. Une gageure. Côté ressources humaines, ce sont pas moins de 700 000 chercheurs supplémentaires dont l'Europe aurait besoin en 2010. Il faudrait quasiment doubler le nombre de chercheurs puisqu'ils sont actuellement un peu moins d'un million à exercer cette fonction en Europe. Une chose est sûre, le rythme de croissance atteint durant les années nonante, qui a vu le nombre de chercheurs augmenter de 24% en Europe, est insuffisant.

Une meilleure coordination

Autre objectif de l'espace européen de la recherche: mieux coordonner les politiques de recherche nationale. Actuellement, la politique scientifique européenne, à savoir les objectifs définis en commun par les ministres de la recherche et le budget pour les réaliser, se limite à peu de choses. Le programme-cadre de recherche de l'Union européenne, le PCRD comme on dit dans le jargon (renouvelé tous les 4 ans), répond grossièrement à cette définition. Avec un peu plus de 4 milliards d'euros de budget annuel, il représente à peine 5% des dépenses publiques de recherche en Europe. Si on ajoute le budget annuel de l'Agence spatiale européenne, qui avoisine trois milliards d'euros, les dépenses européennes de recherche ne dépassent pas 10% de l'ensemble des dépenses publiques de recherche. Ce qui signifie que dans 90% des cas, les gouvernements nationaux déterminent tout seuls dans leur coin leurs priorités scientifiques. Double inconvénient: les labos européens peinent à trouver la masse critique pour des recherches nécessitant des investissem

tissements très importants (que ce soit en hommes ou en machines) et les redondances de programme ne sont pas rares.

Les grandes infrastructures de recherche fournissent des exemples de ce double inconvénient. Dans certaines disciplines scientifiques, les équipements nécessaires à la recherche sont si coûteux qu'aucun État ne peut se les offrir seul. Pourtant l'ampleur des investissements n'est pas toujours suffisante pour mettre les Européens autour de la même table. Après des années de tergiversations, la France vient par exemple de décider de construire sur son territoire un accélérateur de particules (le synchrotron Soleil) alors que la Grande-Bretagne proposait un projet en commun. Claude Allègre, en tant que ministre de la Recherche, avait opté pour une participation au projet britannique. En s'associant aux Britanniques à hauteur d'environ 50 millions d'euros, les chercheurs français obtenaient le droit d'utiliser la machine à due concurrence. Mais sous la pression d'une partie influente de la communauté scientifique française, le successeur de Claude Allègre, Roger-Gérard Schwartzenberg, a fait une spectaculaire volte-face en réhabilitant le projet franco-français Soleil. Certes, les défenseurs de Soleil ont des arguments scientifiques et financiers à faire valoir, mais c'était aussi le cas du camp de Claude Allègre. Et à l'analyse¹, on ne peut s'empêcher de penser que la décision de Schwartzenberg est celle d'une certaine frilosité nationale, là où la construction européenne réclame de l'ambition, voire même une certaine prise de risque.

Une des premières initiatives de la Commission européenne dans le cadre de l'espace européen de la recherche a d'ailleurs été de créer un Forum européen des grandes infrastructures qui est plus un organe de concertation que de décision. Deuxième mesure concrète: dans le sixième programme-cadre de recherche, les budgets sont alloués à des projets scientifiques regroupant des équipes provenant de plusieurs pays différents et qui s'engagent à travailler ensemble sur le long terme. Ce qui est censé constituer un incitant à la coordination des politiques nationales.

Pour favoriser l'émergence et la pérennisation de ces réseaux de chercheurs européens, l'Union investit également dans la construction d'un super internet pour les scientifiques. En Belgique, les universités et les centres de recherche sont reliés entre eux par le réseau Belnet, créé en 1993. Les utilisateurs du réseau Belnet surfent à des vitesses allant de 2 Mbit/s à 2,5 Gbit/s. Son équivalent français s'appelle Renater (Réseau national de télécommunication pour la technologie, l'enseignement et la recherche), l'allemand s'appelle DFN, le néerlandais Surfnet, etc. Et depuis une dizaine d'années, l'Union européenne a entrepris de relier entre eux ces réseaux électroniques nationaux: en 1997, dix-huit pays étaient connectés par une liaison à 2 megabits par seconde. On est passé à 34 Mbps en 1998, puis entre 155 et 622 Mbps entre 1998 et 2001. Grâce au projet GEANT (Gigabit European Academic Network), lancé en 2001, ce sont pas moins de trente pays d'Europe qui sont aujourd'hui connectés par ce super internet. Trois mille centres de recherche et universités sont ainsi reliés par un réseau composé de routes principales où l'on peut "rouler" très vite (10 gigabits par seconde) et des routes secondaires où la vitesse atteint tout de même 2,5 Gbps.

Les dépenses européennes de recherche ne dépassent pas 10% de l'ensemble des dépenses publiques de recherche.

Mobilité

Autre grand chantier de l'espace européen de recherche: la mobilité intra-européenne des chercheurs. Paradoxalement, il est presque plus facile pour un chercheur européen de s'expatrier aux États-Unis que dans un autre pays de l'Union. Outre la réputation et l'argent dont disposent les laboratoires pour attirer des chercheurs étrangers, les États-Unis développent de longue date une politique d'accueil des scientifiques étrangers, principalement asiatiques, indiens mais aussi européens. À la demande des entreprises de haute technologie américaine, durant les années nonante, de nombreux obstacles administratifs ont été levés pour attirer les chercheurs étrangers. Les disciplines les plus concernées sont les mathématiques, l'informatique et les biotechnologies.

Pour tenter de retenir ses chercheurs, l'Europe a notamment décidé de doubler son budget «mobilité». Dans le sixième programme-cadre de recherche (2002-2006), les budgets permettant aux chercheurs de circuler en Europe représentent désormais 10% de l'ensemble du budget, soit 400 millions d'euros par an. Dans une

Il est presque plus facile pour un chercheur européen de s'expatrier aux États-Unis que dans un autre pays de l'Union.

récente résolution, le Conseil des ministres européens a invité la Commission et les États membres à lever ensemble les obstacles à la mobilité des chercheurs. Ils sont nombreux, à commencer par les disparités des régimes de sécurité sociale ou, tout simplement, les niveaux de rémunération.

On le voit, l'élaboration d'une politique scientifique européenne suppose le concours des États membres, car la plupart des leviers politiques concernés sont restés du ressort exclusif des États. La coordination des politiques scientifiques nationales n'est pas non plus uniquement l'affaire des hommes politiques, qui fixent les priorités scientifiques d'un pays et votent les programmes de recherche. Elle concerne aussi, et peut-être surtout, ceux qui sont chargés d'exécuter ces programmes, à savoir les organismes de recherche tels le CNRS français, le British Council ou le FNRS belge. Ces organismes, qui sont avec les universités, les véritables gestionnaires de l'argent de la recherche publique, fonctionnent sur des bases quelquefois très différentes, ce qui ne facilite pas le dialogue.

Ces organismes nationaux n'ont certes pas attendu la Commission européenne pour développer une politique internationale. Sans remonter aux moines du Moyen Âge, le monde des savants a très tôt noué des contacts par-delà les frontières politiques. Les premiers colloques internationaux ont fleuri au XIX^e siècle: congrès de statistiques en 1848 à Bruxelles et de chimie à Karlsruhe en 1860. Les premiers centres de recherche internationaux sont fondés quelques années plus tard : Bureau international des poids et mesures à Paris (1875) et Station zoologique de Naples (1870). Aujourd'hui, un organisme comme le CNRS développe une véritable politique internationale, qui peut prendre diverses formes: installation d'un bureau dans une grande ville étrangère, échanges de chercheurs avec des laboratoires étrangers, partage de frais dans la construction et les frais de fonctionnement d'un équipement très coûteux voire d'un laboratoire complet... Concernant l'intégration européenne, les responsables de ces grands organismes rivalisent depuis quelques années de déclarations de bonne volonté. Mais d'une manière

générale, développer une stratégie d'ouverture européenne est une démarche difficile pour les organismes scientifiques nationaux car elle implique une remise en question des méthodes de travail et surtout une perte de souveraineté, une dilution du pouvoir propre à l'ensemble de la construction européenne.

Restaurer la confiance

Enfin, l'espace européen de la recherche ne se fera pas dans un climat d'hostilité publique à l'égard des sciences. Or, les sondages montrent que la société européenne est globalement en froid avec le progrès scientifique. La science est perçue comme une boîte de Pandore dont peuvent surgir des inventions douteuses, voire dangereuses. Dans les récents Eurobaromètre (sondage orchestré par la Commission européenne), 50% des personnes estiment que les méfaits de la science sont au moins équivalents à ses bienfaits. Autre chiffre significatif: 55% des Européens se disent non intéressés par les sciences et les technologies. Parallèlement, au niveau de l'enseignement, le recrutement dans les filières scientifiques traverse une période d'étiage.

La réponse politique à ce climat de défiance, d'origine évidemment multifactorielle, est complexe. La Commission européenne a adopté l'année dernière un plan d'action poursuivant plusieurs objectifs: sensibiliser le public à l'univers des sciences, promouvoir l'enseignement des sciences et les carrières scientifiques, améliorer le dialogue entre les chercheurs et la société en général, faire davantage participer le citoyen à l'élaboration des politiques scientifiques, promouvoir le rôle des femmes dans l'univers de la recherche, instaurer des mécanismes de dialogue public concernant les questions éthiques soulevées par la recherche, etc.

Le mérite du plan est de ne pas se contenter d'affirmer ces objectifs généreux. Trente-huit actions concrètes ont été arrêtées: cela va de la création d'un Prix européen de journalisme scientifique à l'ouverture de cafés scientifiques (comme il existe des cafés philosophiques) en passant par l'organisation de conférences et de forums sur les questions d'éthique ou la mise en réseau des comités d'éthique agissant à l'échelle locale ou nationale. Le budget prévu dans le sixième programme-cadre de recherche pour cet ambitieux plan d'action est de 80 millions d'euros pour la période 2002-2006, soit moins de 0,5% du budget global du programme. Face à l'ampleur de l'objectif et à la complexité du phénomène, c'est un peu dérisoire.

Reste que le projet politique de l'espace européen de recherche dans son ensemble a été bien accueilli tant par le monde politique que par la communauté scientifique. Les quatre premières années (depuis 1999) ont été mises à profit pour élaborer un nombre incalculable de propositions et de projets, dont cet article ne rend que très imparfaitement compte. Si l'on s'en tient à l'objectif de Lisbonne, il reste six ans pour traduire tout cela concrètement sur le terrain. Quant à savoir si l'Europe sera bel et bien l'économie de la connaissance la plus performante du monde en 2010, comme l'ont projeté les chefs d'État à Lisbonne en mars 2000, nombreux sont ceux, y compris à la Commission européenne, qui n'y ont jamais cru. Mais les déclarations de Lisbonne et de Barcelone ont incontestablement créé un mouvement dont il est difficile d'évaluer la vitesse, mais qui paraît aujourd'hui difficilement réversible.

François Louis

Technologies de l'information**Les NTIC ou l'enjeu mondial du siècle**

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, en abrégé NTIC, sont au cœur de la société de l'information. À ce titre, elles constituent l'élément clé de la recherche scientifique contemporaine, une recherche qui touche à tous les domaines du savoir et dont les enjeux sociaux et économiques sont considérables: il s'agit en effet rien moins que de maîtriser les nouvelles technologies pour développer de nouveaux produits, orienter la mondialisation et s'assurer la suprématie économique et militaire.

L'Union européenne l'a bien compris, elle qui, lors du Conseil de Lisbonne en 2000, a décidé de se fixer pour objectif «de faire de l'Europe en 2010, la plus compétitive et la plus dynamique des économies fondées sur la connaissance». Le défi n'est pas mince: c'est que l'Europe a, face à elle, outre le Japon, la superpuissance américaine qui, dans tous les sens du terme, constitue une véritable machine de guerre dans le contexte de dérégulation économique et de concurrence exacerbée qui détermine le cadre de la recherche en NTIC. Un contexte qui impose de nouvelles formes de recherche et de transfert vers l'industrie, beaucoup plus puissantes et réactives, dans un domaine où les cycles de production -le délai entre l'idée et le produit sur le bureau de l'utilisateur- se sont drastiquement raccourcis.

Le modèle américain et la «vieille Europe»

Dans un tel environnement, on peut clairement parler de modèle américain de la recherche. L'histoire d'ailleurs ne plaide guère en faveur de l'Europe; celle-ci paie aujourd'hui encore un sous-investissement vieux de trente ans dans la recherche en matière de matériel informatique et plus récemment encore, elle a assisté en quasi-spectateur à la naissance d'Internet.

Le moteur de la recherche américaine est clair: c'est l'intégration parfaite, voire la fusion, entre le monde de la recherche et le monde de l'entreprise. Les budgets fédéraux de la recherche -112 milliards de dollars en 2003- irriguent tant l'université que les laboratoires du public ou du privé qui collaborent activement dans des joint-ventures ou des start-up. On connaît la maxime selon laquelle «aux États-Unis, la création d'entreprise est le résultat naturel d'une recherche bien menée».

Comme il n'y a pas de ministère de la recherche aux États-Unis, le budget est injecté dans l'économie par différentes administrations ou agences dont essentiellement le département de la Défense (DoD) qui gère la moitié de

cette somme. La dimension militaire est déterminante aux États-Unis en matière de nouvelles technologies: la DARPA (*Defense Advanced Research Project Agency*) a d'ailleurs joué un rôle moteur dans la création d'Internet.

Mais les entreprises elles-mêmes ne sont pas en reste: elles dépensent deux à trois fois plus en recherche et développement que le gouvernement. La recherche assure à l'industrie la maîtrise des innovations techniques et des produits qui en découlent. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication assurent à elles seules des gains de productivité estimés à 2,1% sur dix ans par le Congrès américain.

Sous l'ère Clinton, la recherche publique et privée s'est focalisée sur les NTIC. L'Iidate, un institut français spécialisé dans l'analyse du secteur technologique, évalue à 93 milliards de dollars le montant total de la recherche dans le secteur en 2000, dont 77 provenant de l'industrie. L'Europe dépense trois fois moins dans ce domaine et le Japon deux fois moins.

➤ Les fibres optiques transportent des milliards d'informations en une seconde.

¹ Voir notamment «Retour sur l'affaire du synchrotron», paru dans le magazine français *La Recherche*, Janvier 2001, n°338.

L'Europe paie aujourd'hui encore un sous-investissement vieux de trente ans dans la recherche en matière de matériel informatique.

son logiciel Windows.

L'hégémonie des Américains sur les NTIC se traduit par une emprise croissante sur les échanges d'informations: «Internet est un réseau mondial contrôlé par les Américains» résume Paul Pouzon, pionnier français des réseaux... Sans parler des outils de contrôle Échelon pour les communications spatiales et Carnivore pour Internet. La dépendance technologique et économique pourrait *in fine* prendre le visage de la dépendance politique.

La «nouvelle Europe» de la recherche

L'Europe a bien compris le danger. Le programme-cadre de recherche et de développement (PCRD) est le principal instrument communautaire dont elle s'est dotée pour financer sa recherche. Ce programme pluriannuel aide à organiser et soutenir financièrement la coopération entre universités, centres de recherche et industries - y compris les petites et moyennes entreprises.

Le programme Technologie de la société de l'information (IST) est l'une des priorités thématiques du sixième programme-cadre actuel 2002-2006: il dispose d'un budget d'un peu plus d'un milliard d'Euros pour 2003 -à comparer avec les chiffres américains(!)- et se donne une finalité sociale fondée sur la croissance économique. Il s'agit d'établir une meilleure synergie entre les technologies de l'information et de la communication et les besoins des citoyens, faciliter leur utilisation par chacun et renforcer la compétitivité industrielle de l'Europe. L'Europe reconnaît donc le lien direct entre le capital humain, la R&D et la croissance économique. L'éducation, la recherche et l'innovation sont de ce fait au fondement de son approche. On est loin de l'approche plus militarisée des Etats-Unis.

L'Europe se fixe un rôle fédérateur pour la construction d'un espace de la recherche européen incluant entreprises, universités et centres de recherche. En termes de contenu, le programme IST consacre la convergence entre l'informatique, les télécommunications et les médias. Afin

Jean-Luc Vidick est vice-président du conseil pédagogique, section d'information et de communication (ULB).

Jean-Luc Vidick

Le résultat est éclatant: les États-Unis produisent un tiers des publications scientifiques et déposent plus de brevets que n'importe quel autre pays. Leurs laboratoires attirent les cerveaux du monde entier au point qu'en informatique par exemple, 45% des doctorants sont d'origine étrangère. Les États-Unis occupent une position dominante en tant que fournisseur de technologie: ils détiennent 29,5 % du marché, distançant nettement le Japon avec 20% selon l'OCDE. En 2001, 26 sociétés ayant leur siège aux États-Unis concentrent près de la moitié du chiffre d'affaires de ce secteur à la pointe de la mondialisation (834 milliards de dollars). Lucent et Motorola, les deux premiers équipementiers, sont américains. De même que cinq des dix premières sociétés de télécommunications (AT&T, Verizon...), sept des dix premiers constructeurs informatiques (IBM, HP, Dell...), huit des dix premiers éditeurs de logiciel (Microsoft, Oracle...) et neuf des dix premières sociétés de service (Ingram, Micro, PwC, Accenture...). Microsoft équipe 95% des ordinateurs de la planète avec

d'éviter le saupoudrage dont ont souffert les programmes précédents, il est structuré en grandes actions clés, telles que les nouvelles façons de travailler, les contenus et les outils multimédias, les infrastructures, les technologies essentielles, et les technologies futures et émergentes. Il est clair cependant que les projets de technologie fondamentale, s'abstrayant des applications, ne seront plus la majorité.

On peut donc craindre une forme de déséquilibre par rapport à la recherche fondamentale. L'Europe a tendance en effet à se replier vers les applications: cela voudrait peut-être dire d'une certaine manière qu'elle a abandonné le terrain en matière de technologies génériques sur des pans entiers de son industrie informatique et des télécommunications. Elle se replie en tous cas sur ses points forts traditionnels:

- les systèmes mobiles et sans fil, l'électronique grand public, la micro/nanoélectronique et les micro/nanosystèmes,
- la miniaturisation à l'échelle du nanomètre,
- les micro/nanosystèmes
- le sans fil en tout lieu et multimédia
- le haut débit pour tous
- les systèmes intelligents (fondés sur la connaissance) pour les interactions multisensorielles.

L'Europe, les États et le secteur privé

L'Union européenne a manifestement tiré les leçons du passé: elle veut jouer à plein son rôle fédérateur et inciteur, sous la forme de réseaux d'excellence. En se concentrant sur certains grands axes et en favorisant la coopération transfrontalière, elle veut développer la concentration des efforts, atteindre une masse critique et valoriser l'effort public et privé. Mais elle ne peut -ou ne veut- aller au-delà d'un cadre concurrentiel interne à l'Europe: c'est là le principal danger qui la guette dans son projet, même si les attitudes de repli national ont tendance à s'effacer devant l'évidence des chiffres et de la nécessaire coopération.

Le relais doit être pris par les secteurs publics nationaux et surtout par le secteur privé, si l'on veut que la déclaration de Lisbonne ne reste pas un voeu pieux. Or la part du PIB consacrée par l'Europe est toujours nettement inférieure à celle des États-Unis, 2% pour 2,8 à ces derniers pour la période 1995-2001. Entre 1995 et 2001, le budget R&D du secteur privé américain a crû de 130% pour une croissance européenne de 50% à peine. On voit bien que c'est encore et toujours dans la dimension «entrepreneuriale» que l'Europe peine à soutenir la comparaison. L'objectif des 3% du PIB en 2010 pour la recherche que l'Europe s'est fixé à Lisbonne ne pourra pourtant être atteint qu'au prix d'un décollage de la recherche privée.

Cela n'est certes pas impossible: les chiffres européens montrent clairement des différences notables entre pays et la Belgique est, sur ce plan, loin de faire partie du peloton de tête. L'exemple de la Suède, dont la part du PIB consacrée à la R&D est supérieure à celle des États-Unis, ou de la Finlande, la si bien nommée Nokialand, est pourtant là pour rappeler à nos politiques et à nos chefs d'entreprise que la taille d'un pays n'est pas toujours déterminante pour mener une bonne recherche associée à un triomphe économique et à une évolution sociale positive.

Nanotechnologies

La révolution minuscule

Elles figurent pourtant parmi les priorités de la recherche européenne. Les nanotechnologies, en agissant sur la matière à l'échelle atomique, pourraient bien constituer la révolution scientifique et industrielle du XXI^e siècle.

D'éplacer les atomes un à un, comme les pièces d'un jeu de construction, pour créer de nouveaux matériaux, réaliser des circuits électroniques encore plus petits, créer des moteurs de la taille d'une molécule qui propulseront, demain peut-être, des microrobots chargés de nettoyer nos artères ou de délivrer un médicament de façon très ciblée: voilà notamment ce que nous promettent les nanotechnologies, ce domaine de recherche qui repose sur la connaissance et la maîtrise de l'infiniment petit.

C'est en effet à l'échelle du nanomètre (milliardième de mètre) que les scientifiques, armés de leurs microscopes «à effet tunnel» -des machines permettant de voir et de déplacer les atomes un à un- préparent ce qui pourrait bien devenir la prochaine révolution industrielle. C'est en tout cas déjà une révolution scientifique: le nombre de crédits de recherche, de publications et de brevets est en plein boom ces dernières années.

Les Quinze ont fait des «nano» une de leurs priorités. En témoigne l'important budget (1,3 milliards d'euros) qui leur est consacré au sein du sixième programme-cadre 2002-2006.

Globalement, plus de trois milliards de dollars ont été dépensés en 2003 dans le monde en recherche et développement «nanotech» - les deux tiers environ provenant de fonds publics. L'Europe, les États-Unis et le Japon tiennent sans surprise le haut du pavé. Personne ne veut louper le coche. Alors, pourquoi tant d'enthousiasme? Notamment à cause d'un chiffre: 1 000 milliards de dollars. Ce sera, selon l'américaine National Science Foundation, le chiffre d'affaires global généré en 2015 par les nanotechnologies sur la planète. Une estimation que les autorités européennes jugent «réaliste».

Révolutionnaires et miraculeuses!

Mais qu'ont donc les nanotechnologies de si révolutionnaire? Par essence, elles sont multidisciplinaires. Pour la première fois en effet, chimie, physique, biologie et ingénierie convergent à une échelle commune: le nanomètre. Mais surtout, en partant du petit (les atomes, les molécu-

les) pour construire des structures plus «grandes», les nanotechnologies inversent l'ordre classique des choses selon lequel l'ingénieur part du «grand» pour aller vers le «petit». Ainsi -c'est une image- un nanotechnologue n'abattra pas un arbre pour produire un cure-dent. Il le «construira» plutôt à partir d'atomes de carbone, d'hydrogène, d'oxygène, etc. Pas «à la main» car il lui faudrait des siècles. La solution? Comprendre et exploiter l'auto-assemblage de la matière. Les cristaux, en effet, se structurent tout seuls, notre programme génétique nous a «construits».

© Cornell University

«Hélicoptère moléculaire» de 12 nanomètres conçu aux États-Unis. La pale grise se met en rotation en présence de l'ATP, le carburant de nos cellules.

¹ Cylindres creux en carbone pur dont le diamètre n'excède pas quelques nanomètres. Leurs propriétés mécaniques et électriques permettent d'envisager une foule d'applications notamment en microélectronique (puces, écrans plats), en médecine (prothèses biocompatibles) et pour stocker l'hydrogène (piles à combustible).

² L'armée US finance l'Institute for Soldier Nanotechnologies au MIT de Boston. La Délégation générale à l'armement française est partenaire du méga-projet Minatec à Grenoble.

À lire:
 • Demain le nanomonde», J.-L. Pautrat, Fayard, 2002.
 • Nanotechnologies: la révolution de demain», M. & D. Ratner, CampusPress, 2003.

David Leloup

Le pari du génome

Combien de prix Nobel de médecine l'Europe a-t-elle récolté ces vingt dernières années? Six. Et les États-Unis? Le double. Ce constat ne permet pas pour autant de conclure que la recherche médicale se porte mal sur le Vieux Continent... au vu des moyens dont elle dispose¹. Les budgets de recherche européens –et donc les budgets «médicaux»– ont tous été réduits ces dix dernières années, sauf en Finlande, en Suède et en Irlande. C'est donc pour redresser quelque peu la barre européenne que les sommets de Lisbonne et de Barcelone ont fixé pour objectif, à l'horizon 2010, de hisser l'effort de recherche et de développement européen à 3% du produit intérieur brut - un effort qui se situe actuellement sous les 2%.

Exploiter le génome

Parmi les sept priorités thématiques du sixième programme-cadre européen, les «sciences de la vie, la génomique et les biotechnologies pour la santé» occupent la deuxième position en termes de budget (2,25 milliards d'euros; voir encadré ci-contre), derrière les «technologies pour la société de l'information» (3,62 milliards). Concrètement, les Quinze se sont fixés comme principal objectif d'«exploiter les résultats relatifs aux génomes des organismes vivants, plus particulièrement dans l'intérêt de la santé publique, ainsi que renforcer la compétitivité de l'industrie biotechnologique européenne». Bref, il s'agit de faire «fructifier» les efforts de la décennie passée, efforts qui ont permis de déchiffrer les trois milliards de paires de bases composant le code génétique humain. Annoncé en grande pompe en 2000, le séquençage du génome humain ouvre des perspectives vertigineuses en biologie moléculaire et en génétique. Les chercheurs espèrent pouvoir, à terme, soigner une série de maladies face auxquelles nous sommes actuellement démunis. Comment? En remplaçant chez le patient un gène déficient par un produit chimique, en empêchant un gène défectueux de s'exprimer, en ajoutant un gène dont l'absence cause la maladie (thérapie génique), etc.

Les inconnues de l'ADN

Mais aujourd'hui, de nombreuses inconnues subsistent. À commencer par le nombre de gènes que notre génome contient - probablement moins de 30 000, selon les dernières estimations. Par ailleurs, la «molécule de la vie» qu'est l'ADN ne permet pas à elle seule d'expliquer la complexité des mécanismes à l'œuvre dans une cellule. La vision linéaire voulant qu'un gène donne une protéine est aujourd'hui bouleversée. En effet, si l'ADN porte bien les instructions -les gènes- nécessaires à la constitution d'un organisme, il ne les contrôle pas pour autant. Cette tâche essentielle est confiée à une série d'autres molécules (histones, ARN interférent, protéines chaperon, transposons, etc.) que l'on connaît encore mal. Bref, l'ADN n'est plus souverain en son royaume et la recherche fondamentale en génétique a encore de beaux jours devant elle... d'autant que certains observateurs considèrent que la génétique moléculaire traverse actuellement une grave crise théorique. Une crise «qui d'ailleurs retentit sur ses

© Aventis

À la traîne derrière les États-Unis, la recherche médicale européenne manque surtout de moyens. Avec le sixième programme-cadre, elle espère bien se redéployer en exploitant les perspectives offertes par le décryptage du génome humain. Pour la santé des citoyens. Et de l'industrie biotechnologique.

supposées applications», estime André Pichot, épistémologue et historien des sciences au CNRS. «Les difficultés que rencontrent le génie génétique et le clonage ne sont pas seulement techniques, elles sont aussi théoriques. Ce qui rend problématique leur amélioration».²

Le pari des spin-off

Quoi qu'il en soit, les scientifiques européens sont de plus en plus encouragés par la Commission à s'impliquer dans la création de nouvelles entreprises de biotechnologie très pointues -start-up et spin-off- censées valoriser les résultats de la recherche médicale fondamentale. Un vrai défi. Concrètement, il s'agit de mettre au point de nouveaux outils de diagnostic et de nouveaux traitements susceptibles d'aider à lutter contre des maladies aujourd'hui non maîtrisées «et représentant d'importants marchés potentiels», comme le précisent les objectifs du programme-cadre. L'appel du pied au secteur privé est on ne peut plus explicite. Il est vrai que les entreprises pharmaceutiques européennes n'investissent plus que 55% de leur recherche en Europe. Une désertion du Vieux Continent que Philippe Busquin, commissaire européen à la recherche, attribue notamment à l'absence d'une véritable stratégie industrielle pour la recherche et le développement en Europe - stratégie dont il entend jeter les bases avec le sixième programme-cadre. «Les projets de recherche que nous sélectionnons doivent impérativement comporter des partenaires industriels, sous la forme de PME», explique

Alain Vanvossel, chef de l'unité «Maladies graves» de la DG Recherche à la Commission européenne. «Quinze pour cent du budget de chaque projet leur sont dévolus. C'est une des règles du programme-cadre».

Le cancer, encore et toujours

Parmi les maladies prioritaires ciblées par les Quinze, le cancer figure sans surprise en haut de la liste. Il faut dire que les investissements considérables réalisés ces dernières années en Europe ne produisent pas les résultats attendus par les professionnels de la santé et les citoyens. En cause notamment: la dispersion et le double emploi des efforts de recherche dans les États membres. «Le sixième programme-cadre entend donc fédérer toutes les forces vives et donner un grand coup d'accélérateur à la recherche sur le cancer en lui allouant 400 millions d'euros», précise Alain Vanvossel.

Les autres priorités concernent le diabète, les maladies cardiovasculaires, les maladies du système nerveux (Alzheimer, Parkinson, Creutzfeldt-Jakob, etc.), la résistance aux antibiotiques, ainsi que... le vieillissement. «Ce n'est pas une maladie, certes, mais la compréhension de ses mécanismes permettra de mieux comprendre ceux de certaines maladies», souligne Alain Vanvossel. Les maladies rares, trop souvent délaissées par l'industrie pharmaceutique, figurent également au programme, «car à l'échelle européenne, la masse critique des chercheurs peut être atteinte pour déboucher sur des résultats tangibles. Pas à l'échelle nationale».

Maladies de la pauvreté

Enfin, le sixième programme-cadre s'attaque sérieusement aux trois maladies infectieuses liées à la pauvreté jugées prioritaires par l'Organisation mondiale de la santé: sida, tuberculose et paludisme. Trois fléaux responsables d'environ six millions de victimes chaque année, essentiellement dans les pays en développement. Le budget débloqué par les Quinze est relativement important: 400 millions d'euros. Autant que pour la lutte contre le cancer.

Encore une fois, l'industrie pharmaceutique, soucieuse de rentabiliser ses investissements, ne s'intéresse guère à ces maladies. «La responsabilité du secteur public est donc de compenser ces lacunes», explique Anne Degrard-Guillaud, responsable scientifique à la DG Recherche de la Commission européenne. Mais la tâche s'annonce rude: les épidémies s'étendent et aucun vaccin n'existe pour les endiguer. Une lueur d'espoir: de nombreuses molécules prometteuses existent. «Elles dorment pour l'instant dans des laboratoires publics et privés, où elles ont souvent été découvertes accidentellement», précise Anne Degrard-Guillaud. «Grâce aux fonds communautaires et à une collaboration inédite entre les États membres, elles vont bientôt pouvoir faire l'objet d'essais cliniques chez l'homme».

Une percée médicale décisive sur le front de ces maladies constituerait un immense progrès humanitaire. Et, accessoirement, devrait bien valoir un Nobel de médecine à l'Europe...

■ David Leloup

¹ À titre d'exemple, le budget de l'Institut national français de recherche médicale (Inserm) est 60 fois inférieur à celui des Instituts nationaux de la santé (NIH) aux États-Unis, alors que le rapport entre le PIB des deux pays ne varie que de 1 à 7.

² «Le déclin de l'empire ADN», Sciences & Avenir, novembre 2003. Lire également «Histoire de la notion de gène», André Pichot, Flammarion, 1999.

**Annoncé en grande pompe en 2000,
le séquençage du génome humain
ouvre des perspectives vertigineuses en biologie moléculaire et en génétique.**

Europa, Ariane, Spot, Hubble... L'avenir se situe aussi... loin de la Terre

Des lanceurs spatiaux performants, des satellites de communication, de positionnement, d'observation de la Terre, de météorologie, d'études astronomiques et cosmologiques mais également des vols habités, la disponibilité d'une multitude d'outils pour réaliser des expériences scientifiques en microgravité et bien entendu, de nombreuses retombées quotidiennes pour l'ensemble des Européens: la recherche spatiale de ce côté-ci de l'Atlantique n'a pas à rougir face à ses concurrents.

Bien sûr, il y a eu des joies et des peines. Le premier lanceur européen, la fusée Europa, a été un échec vibrant. Le tir de la première fusée Ariane 5 aussi. Le satellite

franco-allemand de télécommunication Symphonie, lancé en 1974 était un prototype. Et la mise au point avortée d'une navette spatiale européenne, l'avion spatial Hermès, contraint aujourd'hui encore l'Europe à se reposer sur ses partenaires étrangers pour faire voler ses astronautes. Mais ces échecs ont nourri un appétit toujours plus grand des Européens pour ce nouveau terrain de recherches qu'offrait et qu'offre toujours l'espace. Un appétit qui est loin d'être assouvi.

Pour bien comprendre la place qu'occupe aujourd'hui l'Europe dans le concert des nations spatiales, il faut jeter un coup d'œil dans le rétroviseur. Si on fait abstraction des travaux allemands menés sur les lanceurs militaires, dont le V2 de sinistre mémoire, lors de la Seconde

Guerre mondiale, il suffit de remonter à 1957 pour pister la naissance du premier vrai mouvement «prospatial» en Europe.

L'électrochoc: Spoutnik

L'électrochoc date du 4 octobre de cette fameuse année. Quelques mois avant l'exposition universelle de Bruxelles, l'Union soviétique plaçait en orbite le premier satellite artificiel de la Terre: Spoutnik 1. Cette première lune artificielle fabriquée sur Terre et ses lancinants bips-bips ont plongé l'autre superpuissance spatiale de l'époque, les États-Unis, dans une course effrénée à l'espace. Une course qui n'allait pas laisser l'Europe insensible à l'attrait que la conquête, l'étude et une certaine forme d'exploitation de ce nouveau et gigantesque territoire -qui culminera avec le programme Apollo- exerçaient. Une course qui allait intéresser quasi immédiatement plusieurs pays européens au rang desquels on retrouvait (déjà!)... la Belgique.

Alors que les États-Unis et l'Union soviétique disposaient de lanceurs spatiaux et s'apprêtaient à mettre le cap sur la Lune puis sur d'autres astres du système solaire, l'Europe devait tout inventer.

C'est qu'en marge de l'année géophysique internationale (1957-1958), les astrophysiciens belges de Liège et de Bruxelles (dont les institutions scientifiques du plateau d'Uccle spécialisées en météorologie, en aéronomie spatiale et en astronomie), ainsi que certaines entreprises spécialisées en électromécanique se distinguèrent brillamment. A l'époque, l'État belge se dota lui aussi de structures spécialisées en matière de politique scientifique. C'est au sein de ces structures académiques, économiques et administratives que la conscience spatiale belge, et en particulier son volet scientifique, se développèrent alors que l'Europe spatiale allait dans un même temps tenter de prendre son propre envol.

Quitte à tourner rapidement les pages de l'Histoire, rappelons aussi que les premières structures internationales européennes spécialisée en matière spatiale, l'ELDO (*European launcher development organization*) chargée de construire des lanceurs européens, et l'ESRO (*European space research organization*), portées sur les fonts baptismaux avec le soutien actif de la Belgique en 1962, ont été fusionnées en 1973 lors de la conférence spatiale européenne. Cette conférence, présidée par le Belge Charles Hamm, a débouché deux ans plus tard sur la mise en place de l'Agence spatiale européenne (ESA). Une agence qui aujourd'hui encore est le moteur de la recherche scientifique spatiale en Europe et au sein de laquelle la Belgique concentre l'essentiel de ses budgets spatiaux.

Les défis qui se sont présentés aux Européens dans ce secteur étaient titaniques. Alors que les États-Unis et l'Union soviétique disposaient de lanceurs spatiaux et s'apprêtaient à mettre le cap sur la Lune puis sur d'autres astres du système solaire, l'Europe devait tout inventer.

À commencer par ses propres lanceurs et toute la logistique qui accompagne ce type d'activités: base de décollage, stations de poursuite, télémétrie etc. L'effort industriel à fournir était à la hauteur de la recherche nécessaire à la bonne réalisation de ce programme qui devait apporter à l'Europe son indépendance d'accès à l'espace. Car bien sûr, l'enjeu était également stratégique. Le partenaire américain était prêt à lancer les engins élaborés en Europe, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'engins commerciaux...

Les succès d'Ariane

Du temps de l'ELDO, le programme de fusée Europa n'aboutit à aucun résultat satisfaisant. Par contre, dans le cadre de l'ESA, le programme des lanceurs Ariane a volé de succès en succès.

En ce qui concerne les activités de recherches scientifiques liées au domaine spatial, l'Europe a su tirer parti de son tissu académique autant qu'industriel. Dans les centres de recherche, les universités, nombre d'équipes ont travaillé et travaillent toujours dans de multiples domaines liés à l'espace.

À l'ULB, pour ne citer qu'un exemple proche de nous, le «MRC», ou *Microgravity Research Center*, dirigé par le professeur Jean-Claude Legros participe activement à la recherche en microgravité dans le cadre d'expérimentations réalisées à bord des navettes spatiales américaines, de vaisseaux russes (dont des capsules Foton) mais aussi à bord de l'ISS, la Station spatiale internationale ou plus banalement lors de vols paraboliques effectués jadis par

des pilotes militaires belges dans des avions de chasse ou aujourd'hui encore à bord de l'Airbus français «Zéro-G» (pour zéro gravité) basé à Bordeaux.

Certaines activités du laboratoire ont depuis donné naissance à ce qu'on appelle une «jeune poussée», une spin-off issue de la recherche académique: la société EHP (*Euro Heat pipes*) spécialisées dans la conception et la production de caloducs pour les engins spatiaux. Ces tuyaux de haute technologie véhiculent d'un côté à l'autre d'un engin des flux d'énergies thermiques. Ce qui permet de refroidir les faces très chaudes des satellites exposées au Soleil et de réchauffer celles «à l'ombre», congelées et exposées au vide spatial.

Répétons-le, il ne s'agit ici que d'un exemple parmi de nombreux autres identifiables en Europe. Et quand l'industrie spatiale européenne n'est pas une jeune poussée issue de la recherche académique, c'est qu'elle dispose de sa propre équipe de chercheurs. Des équipes qui, en collaboration avec l'ESA, sont capables d'innover et de surprendre technologiquement.

Comme c'est le cas avec la sonde lunaire Smart-1, lancée mi-2003 et qui devrait arriver en orbite autour de notre satellite naturel en 2005. Près de deux ans pour gagner la Lune, cela peut paraître aberrant quand on se rappelle que les Américains, à l'époque Apollo, faisaient le voyage en trois jours à peine. C'est oublier que Smart-1 est propulsée par un moteur ionique, encore appelé plasma, qu'il fonctionne au Xénon et non aux classiques carburants chimiques. Et que sa consommation est de 6 à 7 fois moindre que des moteurs classiques. Une technologie de pointe qui laisse entrevoir à l'avenir des voyages plus lointains et à moindres coûts énergétiques.

Dans un autre domaine, tels ceux de l'observation de la Terre et de la météorologie, l'Europe est aujourd'hui à la hauteur de ses partenaires internationaux. L'association intergouvernementale Eumetsat gère un parc de satellites météorologiques (Météosat) géostationnaires qui rivalisent avec les engins extra-européens. Tandis que le mastodonte européen Envisat, un engin scientifique de l'ESA de quelque 8 tonnes lancé voici deux ans, et dont la mission principale est la surveillance de notre environnement, livre quotidiennement d'excellentes observations de notre planète grâce à sa dizaine d'instruments embarqués. Ceci bien sûr sans oublier les cinq satellites de la filière Spot (Satellites pour l'observation de la Terre) particulièrement performants et dont sont dérivés certains satellites espions militaires européens.

Pointons à nouveau une réalisation belge remarquable dans ce domaine, fruit d'une coopération suivie avec l'Agence spatiale européenne: le satellite Proba, mis au point par l'entreprise Verhaert à Kruibeke, près d'Anvers, et qui est en orbite depuis octobre 2001.

Astronomie et cosmologie

La recherche scientifique européenne depuis l'espace concerne aussi l'astronomie et la cosmologie. Parmi les succès les plus éclatants de ces dernières années, on ne peut pas passer à côté des images et des données époustouflantes transmises par le télescope spatial Hubble, fruit d'une coopération avec les États-Unis. L'observatoire solaire Soho, qui en permanence surveille notre étoile et son comportement, est lui aussi un fleuron de la recherche dans son domaine tout comme le défunt satellite IUE, qui a dressé la carte la plus complète du ciel dans l'ultraviolet. Et depuis peu, pour n'aborder que brièvement les sondes d'exploration planétaire, n'oublions pas qu'en décembre

2003, l'Europe spatiale et scientifique avait atteint la planète Mars avec son engin Mars Express et son atterrisseur le Beagle-2. Et qu'au terme d'un long voyage, la sonde Huygens, accrochée à Cassini, un engin de facture américaine à destination de Saturne, plongera d'ici deux ans vers Titan, la principale lune du «Seigneur aux anneaux».

Vue du volcan Mauna Kea à Hawaï prise par le satellite Proba.

Ces succès éclatants ne doivent toutefois pas occulter les maux dont souffre aussi la recherche spatiale en Europe. Une tendance au sous-financement ou encore la problématique des vols habités notamment. La mission Odissea, réalisée en automne 2002 par Frank De Winne vers l'ISS, n'a été possible qu'au prix d'un billet payant sur le Soyouz russe. L'Europe accuse ici un retard flagrant susceptible de handicaper sa recherche spatiale. Si des engins automatiques sont capables de réaliser une foule d'expériences en orbite, l'intervention humaine reste sans aucun doute indispensable dans la majorité des cas. Et ici, l'indépendance d'accès à l'espace de l'Europe est loin d'être garantie voire même simplement... planifiée. Un rendez-vous avec l'Histoire a clairement été raté, l'an dernier, à ce propos. Après les Russes et les Américains, on aurait été en droit d'attendre de l'Europe qu'elle soit la troisième puissance spatiale mondiale capable d'envoyer des êtres humains en orbite. Ce fut la Chine qui, en toute autarcie, décrocha la timbale. Avant de prendre une seconde longueur d'avance sur l'Europe en posant le pied sur la Lune et en l'exploitant avant elle?

Christian Dubrule

Un succès de la coopération

Airbus bientôt rival de Boeing?

Comme en matière spatiale, avec Arianespace, la clé du succès de l'Europe aéronautique est passée par la coopération, seule voie pour faire face à des investissements de plus en plus lourds.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'industrie aérospatiale européenne était morcelée. Dans le domaine civil, les Français et les Britanniques se disputaient la première place, avec de réels succès, tel le Comet, premier avion de transport civil à réaction, ou la Caravelle, véritable vache à lait de l'entreprise de Toulouse, Sud Aviation. On peut dire qu'à ce stade, les industriels avaient atteint un seuil qu'ils ne pourraient pas dépasser en solo. Lorsque vint l'idée de construire un avion supersonique, l'Angleterre et la France furent tout naturellement sur les rangs, l'Allemagne ayant des efforts à faire pour se mettre dans le circuit, après le démantèlement de son industrie, conséquence du conflit.

Malheureusement, le Concorde allait s'avérer cher à l'achat et en exploitation, polluant (émissions sonores et gazeuses), gourmand en kérozène (lequel ne cessait de monter dans les années septante) et surtout à trop faible capacité (100 places) sur des distances trop courtes (6 000 km). Vingt exemplaires furent construits, dont quatre pour les essais et seules British Airways et Air France (un peu contraintes) le mirent en service.

Pendant ce temps-là, de l'autre côté de l'Atlantique, Boeing, McDonnell Douglas et Lockheed avaient aban-

Une industrie cyclique

L'aviation est un secteur éminemment volatile. Les investissements sont colossaux (un 747 coûte dans les 150 millions de dollars...) et plusieurs années peuvent s'écouler entre une commande et une livraison. Plusieurs années ou tout peut arriver: des conflits dans différentes régions du monde, des accidents graves (bien que ce soit le moyen de transport le plus sûr), des épidémies (SRAS), voire des actions terroristes qui peuvent désormais frapper tout le monde et partout.

L'aviation est tributaire de facteurs exogènes (hausse du carburant, redevances aéroportuaires de sécurité, grèves même ailleurs que dans les compagnies, etc.) qui renforcent le caractère cyclique de la gestion de transporteurs. Ces avatars peuvent se traduire par des annulations ou des reports de commandes, réduisant d'autant les cahiers des charges et pas seulement chez les avionneurs chargés du montage final et des essais, mais aussi de toute la chaîne des sous-traitants. Or, en Europe, la flexibilité en matière d'emploi (tout va bien, on engage; tout va mal, on licencie) n'est pas aussi poussée qu'aux États-Unis, ce qui se traduit bien souvent par des conflits sociaux.

Pour Airbus, fin septembre 2003, 3 326 avions avaient été livrés sur un total de 4 847 commandés. 3 190 appareils volaient encore de par le monde. Une réussite exemplaire, en dépit des difficultés liées au secteur et des investissements colossaux qu'il exige.

P. A.

donné l'idée d'un avion supersonique, pour se concentrer sur des «Jumbo Jets», dont le 747 qui allait devenir un succès planétaire. Il convenait donc, pour les Européens, de rattraper leur retard, la demande des compagnies n'étant pas des avions qui vont vite, mais qui sont «gros», donc moins chers au siège, pour pouvoir accueillir une nouvelle clientèle, celle du tourisme de masse. Après bien des péripéties, ce sont les Allemands et les Français qui allaient devenir les moteurs d'une nouvelle aventure, celle d'Airbus Industrie, que British Aerospace allait rejoindre plus tard.

Une initiative prise de haut par les États-Unis

Le premier Airbus -l'A300B- prit l'air le 28 octobre 1972 et la première livraison (à Air France) eut lieu le 23 mai 1974. Inutile de dire que, pour les Américains, l'initiative européenne était prise de haut. D'autant que l'architecture industrielle relevait du défi, avec des centres de production un peu partout -y compris en Belgique-, dont les pièces devaient être acheminées par air, mer ou route à Toulouse, avant qu'un nouveau site de montage soit inauguré à Hambourg. En Belgique, un interlocuteur unique, avec statut de «partenaire associé» fut créé: Belairbus, au sein duquel on retrouve la Sonaca, Asco et Eurair. D'autres industriels se sont joints aux programmes: Sabca, TAC, ADB, Barco, Shur-Lok, Formétal, Techspace Aero et d'autres.

Très vite, les partenaires ont compris que les compagnies aériennes préconisaient l'acquisition d'une famille d'avions, pour ne pas avoir à multiplier les outils de maintenance, les matériels au sol et l'entraînement des personnels. C'est ainsi que fut mis au point l'A310, plus petit, et puis les avions de la famille A320 (de 150 places) avec les dérivés A319 (et A318 plus récemment) et A321. Dès ce moment, Boeing commença à prendre Airbus au sérieux, estimant que le marché était trop étroit pour des avions de la classe des 737. L'avenir montra que Boeing avait tort (ou avait feint de le croire). Les deux types d'avions sont aujourd'hui les best-sellers de leurs constructeurs respectifs.

Après les moyen-courriers, il convint de s'attaquer aux long-courriers, ce qui allait aboutir à la réalisation des A330 (biréacteurs) et A340 (quadriréacteurs), où là aussi Boeing (qui avait racheté McDonnell Douglas, Lockheed ayant abandonné toute production civile) parla d'avions «inutiles». Un argument qu'il remit sur le tapis, avec le projet européen de méga-transporteur à trois ponts (soutes «habitables» comprises), l'A380. Cet appareil de 555 places dans sa version de base a déjà été commandé à 116 exemplaires et sa première mise en service est attendue pour 2006. À ce moment-là, le Boeing 747 disposera d'un réel concurrent et la famille Airbus sera enfin complète, faisant jeu égal avec Boeing. Qui l'eût cru il y a trente ans et même il y a une dizaine d'années? ■

Patrick Anspach

L'entretien de Jean Sloover avec Xavier Mabille

Chronique de mutations annoncées

Un manuel d'histoire édité par le CRISP retrace la lente montée du pluralisme philosophique en Belgique.

Dans *L'âge des extrêmes*, l'historien britannique Eric Hobsbawm déplore l'agonie de la mémoire historique. «De nos jours, écrit-il, la plupart des jeunes grandissent dans une sorte de présent permanent, sans aucun lien organique avec le passé public des temps dans lesquels ils vivent». Pour remédier à cette lacune le ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial de la Communauté française, Pierre Hazette, a commandé naguère au Centre de recherche et d'information sociopolitique (CRISP) une histoire de la Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale. L'originalité de cet ouvrage didactique qui vient de paraître* réside notamment dans la place qu'il réserve aux évolutions de la culture, de la société et de la vie quotidienne. Une approche novatrice qui permet entre autres de se remémorer les multiples étapes qui ont balisé la lente érosion de la chape de plomb religieuse que le catholicisme, encore au faîte de sa puissance à la Libération, a longtemps fait peser sur le pays. Synthèse de cette ascension du pluralisme par la face nord, avec l'auteur de l'ouvrage, Xavier Mabille, président du CRISP.

Comment le monde catholique belge sort-il de la Seconde Guerre mondiale?

L'image de la Belgique est encore celle d'un pays très catholique. Le cardinal Van Roey, archevêque de Malines, veille d'ailleurs à ce que le monde catholique soit un bloc uni et sans fissure. Du point de vue sociologique, ce monde est alors constitué par un réseau d'organisations qui correspondent aux «standen» qui servent d'assise au parti catholique.

général à la FGTB. On les prierai en 1955 de se retirer du monde du travail, mais la peur du communisme étant moins grande en Belgique qu'en France où l'appartenance des religieux à la puissante CGT inquiète sérieusement l'Église, cette demande se fera ici de façon soft. D'autres signes d'ouverture sont décelables. Notamment dans le rayonnement intellectuel d'écclesiastiques comme Jacques Leclercq et Albert Dondyne, dans l'enseignement d'un autre prêtre, Charles Moeller, dont les cours et les conférences sur la «littérature contemporaine et le christianisme» font entrer des œuvres comme celles d'Albert Camus, de Jean-Paul Sartre et de Simone de Beauvoir dans l'esprit de ses élèves et de ses auditeurs. Il faut citer aussi des publications comme *La Revue nouvelle*, créée en 1945 et *De Maand*, fondée au lendemain du Congrès de Louvain de 1956 sur l'apostolat des laïcs.

Et puis il y a la création de l'Union démocratique belge, l'UDB? L'UDB, essai de travaillisme à la belge, se présente effectivement comme une tentative de dépas- ➤

Xavier Mabille.

Après l'attentat CCC, rue des Sols à Bruxelles: l'hommage aux deux victimes.

ment des clivages traditionnels, tout particulièrement du clivage confessionnel. Elle a rallié des syndicalistes et des intellectuels. L'expérience, néanmoins, tourne court: aux élections de 1946, l'UDB n'obtient qu'un seul député. Certains témoignages donnent à penser que le cardinal Van Roey n'est pas étranger à cet échec, mais cela reste une hypothèse.

«Liberté chérie»

Face au monde catholique, comment se présente alors la laïcité organisée?

Elle reste éclatée en associations diverses. À côté de groupes existant de longue date comme la Ligue de l'enseignement, on observe cependant certains regroupements et certaines créations comme le Comité d'action pour la défense de l'école nationale, créé en 1949,

qui fédère plusieurs associations préexistantes, l'*Humanistisch Verbond*, La Pensée et les Hommes, le premier centre de planning familial à Gand, le *Centrum voor Seksuele Voorlichting*, etc. Tout cela reste très explosé, mais on voit se dessiner les grands axes de la mobilisation laïque dans le débat public, à savoir l'enseignement et la contraception.

La franc-maçonnerie, de son côté, sort-elle affaiblie de la période nazie?

Il y a eu beaucoup de victimes dans ses rangs comme l'ancien Grand Maître du Grand Orient de Belgique, Jules Hiernaux. Interdite par une ordonnance de l'occupant en 1941, elle renait toutefois de ses cendres à la Libération. Deux nouvelles loges avaient d'ailleurs été créées dans la clandestinité, l'une à l'Oflag de Fishbeck à l'initiative de Maurice Destenay, futur président du parti libéral, l'autre, «Liberté chérie», au camp de concentration d'Esterwegen aux Pays-Bas. «Liberté chérie», y initiera d'ailleurs un nouveau frère, des prisonniers croyants –notamment catholiques– faisant le guet devant le baraquement qui sert de temple.

La question royale oppose-t-elle les deux mondes?

Pas tout à fait. Il y avait des catholiques anti-royalistes et des non-catholiques léopoldistes. En revanche, lorsque surgira la question scolaire, le monde catholique va refaire sa plus grande unité possible. Néanmoins, en quelques années, le pluralisme va se développer. Le cardinal Van Roey décède en 1961 et laisse la place au cardinal Suenens, moins interventionniste. Par ailleurs, le parti libéral est remplacé par le PLP qui s'ouvre aux chrétiens, tentant à droite ce que l'UDB a essayé à gauche.

Ce retrait de l'Église de la vie politique et sociale est-il du exclusivement à la personnalité du nouveau primat de Belgique?

Pas seulement. Le Pacte scolaire règle les problèmes les plus aigus et apaise les esprits. Le conflit linguistique oppose par ailleurs catholiques flamands et wallons. Enfin, l'évolution générale de la société va vers plus de pluralisme: les gens sont mieux informés, le niveau d'éducation s'élève, la consommation se développe, etc. Tout cela érode progressivement la chape de plomb religieuse.

On est effectivement alors dans les «golden sixties». L'exposition universelle de 1958 diffuse une idéologie de progrès, la science fait des percées spectaculaires, l'aventure spatiale commence. Comment cela se traduit-il sur les orientations politico-idéologiques des catholiques?

Aux élections de 1965, le PSC et le PSB baissent au profit des libéraux. La sanction gouvernementale n'explique pas à elle seule ce résultat: le PSC, pour sa part, souffre de la chute tendancielle de la pratique religieuse. Ces années sont une période d'évolution dans l'Église dans plusieurs domaines dont celui du dialogue interconfessionnel. La notion de «doctrine sociale de l'Église» est abandonnée, ce qui ouvre la porte à la collaboration avec d'autres «hommes de bonne volonté». Une réelle insistence est mise sur la dimension planétaire de la question sociale, ce qui favorise l'émergence d'un tiers-mondisme chrétien cautionné par la hiérarchie. Des modes nouveaux de participation sont observés. Lors du concile Vatican II, Léon-Joseph Suenens joue un rôle important; la participation belge y est importante. On se plaît à y reconnaître le

rayonnement de la Faculté de théologie et de l'Institut supérieur de philosophie de Louvain. Le cardinal Suenens critique les structures trop rigides de l'Église, sa centralisation excessive. Des malaises internes subsistent néanmoins, des questions comme le célibat des prêtres et la contraception continuent à éloigner certains croyants.

Vers un front des croyants?

Ces évolutions renforcent-elles le monde laïque?

Elles multiplient indubitablement le nombre de laïques mais ceux qui se détournent de l'Église restent marqués par une pluralité d'attitudes. Le retrait de certains catholiques à l'égard du culte n'est pas toujours total; ils perpétuent parfois certaines pratiques épisodiques lors des grands moments symboliques de l'existence comme la naissance ou la mort. Une attitude qui varie d'ailleurs sensiblement selon que l'on parle d'un univers urbain ou rural. Cela étant, la laïcité continue à s'organiser sur un mode confédéral. À la charnière des années soixante et septante, le Centre d'Action Laïque (CAL) voit le jour; il a son pendant en Flandre, l'*Unie Vrijzinnige Verenigingen* (UVV). Les deux instances sont coiffées d'une organisation faîtière: le Conseil central des communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique (CCL). Cette unité leur permet désormais de parler d'une même voix.

Avec la période 1974-1989, la Belgique connaît une vague de violence: tentative d'assassinat du commandant en chef de l'OTAN, Alexandre Haig, assassinat de Naïm Khader, représentant à Bruxelles de l'OLP, incendie du journal *Pour*, double meurtre de la rue de la Pastorale, affaire des tueurs dits du Brabant wallon, attentats des Cellules communistes combattantes, les CCC, etc. Dans ce contexte, deux synagogues font l'objet d'attentats racistes en 1981 et 1982. L'antisémitisme est actuellement un phénomène en augmentation; certains pointent du doigt la réactivation de la vieille judéophobie chrétienne à la faveur du conflit israélo-palestinien. Peut-on faire un lien entre ces derniers attentats et la montée actuelle du sentiment anti-juif?

Jean Sloover: Prix ex-libris 2003

Traditionnellement à l'automne, l'Association des éditeurs belges de langue française (ADEB) remet le prix *ex-libris* à deux journalistes qui, à ses yeux, communiquent le mieux et le plus leur passion pour les livres.

Cette année, ce ne sont pas deux mais trois journalistes qui ont reçu le dix-septième Prix *ex-libris*.

Dans la catégorie «presse écrite», le Prix *ex-libris* a été remis à Jean Sloover des magazines *Le Vif-L'Express* et *Espace de Libertés*. Dans la catégorie «audiovisuel», les votes des éditeurs ont désigné ex aequo Nicole Debarre de la RTBF radio et Thierry Bellefroid de la RTBF télé.

Né à Etterbeek en 1948, Jean Sloover est licencié en sciences politiques et diplomatiques à l'ULB. Il est surtout connu pour ses chroniques dans *Le Soir* (1983-2000), pour ses articles et critiques de livres dans *Le Vif-L'Express* et dans la revue *Espace de Libertés*. Mais il est aussi l'auteur de plusieurs livres: *Le patronat belge* (CRISP) avec Jacques Moden, le *Manuel de survie à la pensée unique* (Labor/Espace de Libertés) et coauteur de *Robert Triffin, conseiller du prince* (éditions La Ciacco).

Espace de Libertés s'associe totalement à l'honneur qui a été fait à notre fidèle collaborateur.

Néanmoins, un réel travail de mémoire a été fait du côté flamand; il a abouti à une journée d'étude tenue au Parlement flamand le 9 juin 2001 sur le thème «Collaboration et répression» puis à un livre intitulé *Voorwaarts maar niet vergeten*.

L'Église tente-t-elle aujourd'hui de se rapprocher du culte islamique? N'a-t-elle pas intérêt à s'allier à d'autres religions pour faire contrepoids aux laïques dans une société de plus en plus déconfessionnalisée?

Le pluralisme grandissant n'épargne aucune structure, même les organisations chrétiennes. L'enseignement catholique en atteste: il draine de plus en plus, au niveau des enseignants comme des élèves, de non-catholiques. Parmi la population scolaire de ses établissements, on trouve toujours davantage de musulmans, de non-croyants, etc. Le critère de choix de l'école par les parents n'est en fait plus un critère philosophique, mais concerne la composition socioculturelle des élèves, la proximité géographique, la réputation de l'établissement... Je ne suis donc pas sûr que l'Église cherche un front des croyants; certains catholiques dialoguent aussi avec des laïques. La réalité d'aujourd'hui est à cet égard multiforme, polymorphe.

* *La Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale*, éditions du CRISP, 309 pages, 17,90 €.

Guerres de territoires, de palier, de chambrée...

Alors qu'Israéliens et Palestiniens s'épuisent en un combat sans fin, cramponnés à une identité qui se dérobe chaque jour davantage sous les coups de butoir de la haine et de la défiance, il est des voix qui continuent de s'élever pour faire entendre raison. Les Accords de Genève démontrent que seul le dialogue et les compromis mutuels peuvent venir à bout des états de fait indignes et rompre le cycle infernal des humiliations et des horreurs. Parmi ces voix, il y a celles d'écrivains célèbres, Amos Oz, David Grossman, Yehoshua Abraham, témoins de la littérature en Israël et de la prise de position mais aussi

devenir des soldats à l'image de ces années très collectivistes qui prônent l'Israélien type, bien trempé, guerrier ou laboureur. Un modèle du Juif nouveau, inaccessible pour les jeunes conscrits d'*Infiltration* qui, de par leur condition physique, sont dans un bataillon infâmant, de déficients, d'asthmatiques, de cardiaques, d'épileptiques. Ils vont reporter leur amerume sur plus infortunés qu'eux. Les Sabras (natifs d'Israël) se sentent supérieurs aux émigrés d'origine européenne ou orientale, à ces Juifs de la diaspora, rescapés des camps, arrivés en trainant derrière eux un passé de paria, de perdant... Yehoshua Kenaz était cette sorte de Sabra, nous dit-il, il a d'ailleurs changé son nom à consonance trop yiddish pour un patronyme nouveau. «Nous ne pouvions pas comprendre que ces émigrés qui parlaient parfois à peine l'hébreu aient les mêmes droits que nous, que nous devions marcher au pas sur leurs chansons...»

Yehoshua Kenaz explore toute la noblesse et la difficulté que suppose vivre ensemble pour des Juifs, des Arabes porteurs d'une histoire qui les dépasse mais aussi pour des quidams partageant le même territoire. dans un registre plus intimiste Yehoshua Kenaz. Deux de ses livres paraissent en même temps en français, l'un récent, l'autre publié en 1986 en Israël et qui fit grand bruit parce qu'il relate l'instruction militaire de jeunes recrues de Tsahal. *Infiltration* (Stock) et *Paysages aux trois arbres* (Actes Sud) rendent compte de manière extrêmement subtile des lésions internes au sein de la société israélienne, comme si l'état de menace perpétuelle dans lequel vit le pays depuis sa création avait développé dans l'âme et le corps de ses citoyens des stigmates, des attitudes réflexes paroxystiques soutenues par une lassitude, une indifférence, un repli sur soi. La méfiance ne se porte pas seulement sur l'Arabe, l'ennemi diabolisé et largement méconnu, mais aussi sur le voisin de palier ou de chambrée. L'autre étant vécu comme une menace pour l'espace vital.

Infiltration se situe dans les années cinquante, à une période bien précise de la guerre avec les pays environnants. Les jeunes engagés rêvent de

L'école de la perversion

Infiltration est le récit de cet apprentissage de l'âge adulte par la violence et l'humiliation. Récit universel s'il en est, car l'armée qui casse ses jeunes sujets n'est pas l'apanage de Tsahal. À peine sorties de l'école, nourries de culture, d'espérance et d'idéaux, ces jeunes recrues sont confrontées à des instructeurs spartiates et, à leur tour, ils rudoient les camarades de régiment qui leur font honte, leur mère venue leur apporter un colis, leur père, jugé faible. Le conflit est permanent, le racisme latent, la trahison jouissive mais en même temps il y a la solidarité, l'amitié, différente elle aussi de celle qu'ils ont connue auparavant. Elle n'a pas la qualité de celle exemplaire vantée par Montaigne, que cite un des personnages, elle n'en est pas moins là, pudique. «J'ai découvert là des types formidables, des Juifs irakiens, marocains qu'il était de bon ton de râiller mais qu'on appréciait beaucoup sans l'avouer et pour lesquels on aurait tout fait s'il avait fallu les aider».

Sophie Creuz

Le sociologue Claude Javeau a récemment publié un opuscule¹ où il proclame son amour pour la social-démocratie, seule option politique, avec le conservatisme libéral, qui ne conduise pas nécessairement selon lui au totalitarisme.

Rédigé à la veille des élections législatives 2003, ce texte, vite lu, se veut une démonstration qu'il n'y a pas d'avenir en dehors du réformisme. Pour Cl. Javeau, être social-démocrate signifie se battre pour trois principes: le primat de l'intérêt collectif sur les intérêts particuliers; la liberté garantie à tous ne prend son sens que par rapport à la plus grande égalité possible; la démocratisation de l'enseignement. Sur ce dernier aspect, l'auteur dénonce la trop grande place accordée dans l'enseignement aux pédagogues, ce qui a eu pour conséquence de diminuer les difficultés d'apprentissage au lieu d'agir sur les phénomènes d'exclusion. L'auteur précise enfin qu'il faut maintenir en fin de parcours un tri élitiste².

Il reconnaît qu'il n'est pas militant, mais plutôt compagnon de route du PS, parti auprès duquel il a l'impre-

Vive la sociale!

L'«image-action» plutôt que l'idéologie

sion de jouer un rôle nécessaire «mais c'est peut-être là présomption petite-bourgeoise. À moins qu'il ne s'agisse de mon alibi face à ce que je goûte très peu dans l'activité politique: les réunions, les activités de militance (...)»³. Nous aurions tendance à rejoindre le célèbre sociologue car il nous semble que la position de l'intellectuel hors de la mêlée, isolé dans son bureau et ne participant pas concrètement à la lutte n'est guère crédible. Mais la plus grosse critique que nous pouvons faire de ce livre réside dans un certain manque de cohérence. Claude Javeau dénonce en fait qu'«on ne trouve aucune allusion à des positions idéologiques fondamentales, seulement un ta-

bleau de chasse des réalisations antérieures et l'annonce de promesses ponctuelles»⁴ dans les tracts électoraux du PS pour les législatives, alors que c'est justement cette même impression que donne son livre.

Car que donne-t-il comme perspectives aux lecteurs lorsqu'il écrit préférer le terme d'«image-action» à celui d'idéologie? Quand d'un côté il résume le communisme aux goulags et au stalinisme en oubliant tous les apports sociaux –notamment au niveau de la condition de la femme– tandis que le bilan du réformisme n'est jamais mis en question. Quand, surtout, il dénonce des évolutions dans la société en feignant d'oublier qui gouvernait à ce moment (on pense aux privatisations d'entreprises publiques lorsque E. Di Rupo était ministre).

Claude Javeau fait preuve de lucidité mais néanmoins il ne s'attaque pas aux racines du problème. D'abord lorsqu'il qualifie De Man de «seul vrai philosophe politique dont la Belgique pourrait s'enorgueillir»⁵. De Man pour qui on connaît l'empressement du PS à rappeler le Plan du travail ou à vouloir l'actualiser⁶. Ensuite quand il reconnaît que le système de la sécurité sociale «reposait sur le compromis social-démocrate, par lequel la limitation apportée à la maximisation des profits était échangée contre la conjuration de l'attrait de l'URSS et le renoncement à la menace révolutionnaire»⁷. Bref que cet apport essentiel, dont se revendique tant le PS qui en fait son principal fond de commerce, est finalement dû au communisme. Ce qui explique son détricotage avec l'aide de la social-démocratie depuis 1989?

Un livre intéressant pour son illustration des contradictions fondamentales dans lesquelles se trouvent de nombreux progressistes qui se refusent à admettre que le problème à résoudre est le système capitaliste devenu pour eux un horizon indépassable.

Julien Dohet

Voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau du 5 au 10 avril 2004

La Fondation Auschwitz organise, durant les vacances scolaires de Pâques 2004, son voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau (le camp de concentration et d'extermination nazi en Pologne).

Comme chaque année, il sera destiné prioritairement aux enseignants, aux éducateurs et aux animateurs culturels afin qu'ils puissent contribuer à la préservation et à la transmission de la mémoire des crimes et génocides nazis. Un des buts pédagogiques de la Fondation étant de mettre en garde les jeunes générations contre la montée de l'extrême droite, du racisme et de l'antisémitisme, il est donc important de sensibiliser des relais naturels vers les jeunes à une époque où toutes les valeurs sont remises en question.

Informations pratiques

Le déplacement est prévu en avion et le logement à l'auberge MDSM à Oświęcim en pension complète et chambre commune.

Programme

Plusieurs visites guidées dans les camps, suivies de discussions, débats, projections de films, conférences, séminaires... Les visites des camps et les séminaires sur place sont encadrés et animés par des survivants des camps de concentration et d'extermination, témoins de ce tragique épisode de notre histoire, ainsi que par des chercheurs scientifiques.

Coût

Exclusivement pour les enseignants, éducateurs et animateurs culturels: 372 € par personne. Le solde est pris en charge par la Fondation Auschwitz. 620 € par personne pour les participants n'entrant pas dans ce cadre

Renseignements ou demandes d'inscriptions: Fondation Auschwitz, Nadine Praet, Centre d'étude et de documentation, rue des Tanneurs 65, 1000 Bruxelles. Télé: 02/512.79.98 - Fax: 02/512.58.84 - email: fondation@auschwitz.be

¹ Javeau, Claude, *Vive la sociale! éloge de la social-démocratie*. (coll. Petit panorama), s.l., le grand miroir, 2003, 101 p., 7,97 €.

² On se rappellera son pamphlet *Eloge de l'élitisme* paru l'an dernier dans la même collection.

³ p.35.

⁴ p.98, note 14

⁵ p.43.

⁶ La tentative des années cinquante menée par le renardisme et ses «réformes de structure» fut clairement sabotée par la direction social-démocrate. Voir Julien Dohet et Jérôme Jamin, *La Belgique de Jacques Yerna. Entretiens*. Bruxelles-Seraing, Labor-IHOES, 2003.

⁷ p.88.

Une interview de Uli Windisch

L'autre «mal suisse»

Un électeur sur quatre a voté pour l'Union démocratique du centre le 19 octobre dernier.

Ce parti qui use et abuse d'une rhétorique xénophobe est aussi le zélateur d'une Suisse nostalgique de sa «pureté originelle». Le pays entame une véritable –et dangereuse?– métamorphose.

Au cours de la dernière décennie, l'Union démocratique du centre (UDC) n'a cessé de conquérir l'électorat suisse. L'ascension de ce parti d'origine agrarienne, né en 1918, a véritablement commencé en 1992 lorsqu'il a fait campagne et remporté une victoire décisive contre l'adhésion de la Confédération à l'Espace économique européen (EEE). Ce fut la première volte-face d'un pays qui s'interrogeait jusque-là sur son ouverture au monde extérieur. Aujourd'hui, la Suisse paraît plus que jamais éloignée de l'adhésion à l'Union européenne. Lors des élections fédérales du 19 octobre 2003, elle a donné aux populistes 26,6% de voix et envoyé cinquante-cinq députés dans une assemblée qui en compte deux cents.

Un homme est à l'origine de ce succès: Christoph Blocher, *self-made man* de son état, milliardaire de la chimie, redoutable bretteur. Il a donné à l'UDC la dynamique *marketing* d'une grande entreprise. Les affiches électorales qui font leur apparition lors de chaque campagne assènent plus qu'elles ne distillent un discours où la criminalité est assimilée à l'immigration. La recette, vieille comme les chemins, nourrit son homme: l'UDC vient de débouler dans les cantons romands qui lui avaient jusqu'ici résisté et s'apprête à modifier le visage de la Suisse. Pour les Helvètes, ce serait un parti comme un autre,

qui recourt à des arguments démagogues afin d'attirer le chaland dans sa boutique conservatrice. «Le mal suisse», dénoncé en son temps par des intellectuels soucieux de disséquer la conscience trop propre du pays, en a-t-il engendré un autre? Professeur à l'Université de Genève, médiatique et moralisateur, le sociologue Uli Windisch affirme refuser le politiquement correct et fustige les partis traditionnels qui n'ont pas su prendre en mains, selon lui, les problèmes liés à l'immigration.

L'Union démocratique du centre, dont le Zurichois Christoph Blocher est la figure de proue, est devenue le premier parti suisse lors des élections fédérales du 19 octobre dernier. Au début des années nonante, il plafonnait à 11%. Pourquoi un tel succès?

On a eu tort de le diaboliser. Preuve que l'on a atteint ici le niveau zéro de l'analyse politique, ce qui aboutit à en faire une caricature. L'Union démocratique du centre –le *Schweizerischen Volkspartei* dans sa version alémanique– n'est pas né du jour au lendemain et Christoph Blocher n'a rien à voir avec Jean-Marie Le Pen ou Jörg Haider. C'est une question que l'on me pose souvent et qui démontre que l'on cherche à faire des amalgames. En vérité, les autres partis ont négligé depuis vingt ou trente ans la dimension nationale. Cette période correspond à la naissance d'un mouvement qui a prétendu que la Suisse n'existe pas. Une telle vision, alimentée par des intellectuels, a touché en plein cœur le Suisse moyen qui n'a rien d'un salaud. La dimension patriotique, qui tient une grande place dans le discours de l'UDC, lui a plu et explique en partie le succès de ce parti auprès des jeunes comme des vieux. La preuve, c'est que la gauche s'est mise à porter des t-shirts et des sandales marqués de la croix suisse, exhibant ainsi des signes qui tendent à en faire à leur tour des patriotes.

Peut-on dire que la montée en puissance de l'UDC correspond à l'essoufflement des partis traditionnels, ceux que vous Suissesappelez les partis bourgeois?

Ces partis se sont en effet laissé avoir par le politiquement correct. La gauche a de son côté longtemps fait preuve d'une attitude hautaine. Au soir de l'élection, l'un de ses dirigeants a dit qu'il fallait revenir à la rue, écouter les gens. En fait, l'Union démocratique du centre a posé les problèmes très tôt, à commencer par ceux qui sont relatifs à l'immigration et à l'insécurité. En face, les autres partis les ont minimisés, rétorquant que ceux qui font le lien entre immigration et insécurité doivent être considérés comme des obsédés sécuritaires. Ils n'ont pas compris que le monde change. Prenons la France par exemple et sa tradition d'ouverture. Aujourd'hui, comme à New York, le mot d'ordre y est «tolérance zéro».

Par le passé, l'Union démocratique du centre a fait campagne contre les facilités octroyées aux toxicomanes, notamment aux alentours de la gare de Zurich. Ce discours lui a valu de grandir dans les cantons alémaniques. La même stratégie est-elle à l'origine du succès rencontré dans les cantons romands?

Les mêmes phénomènes sont apparus effectivement en Suisse romande avec un petit décalage. Les partis du centre-droite glissant vers le politiquement correct, une niche s'est ouverte pour les gens de l'UDC qui sont en fait des conservateurs, pas des fascistes. Ils ont su parler au citoyen lambda et le score réalisé en 2002 par la votation sur «les abus dans le droit d'asile» (Ndlr: proposée par l'UDC, elle avait échoué de très peu) démontre bien qu'il y a un décalage entre la vision politique et médiatique de cette question, et ce que ressentent réellement les Suisses. Les chiffres sont là: sur six cents dealers de drogue arrêtés en six mois, quatre cent cinquante étaient des demandeurs d'asile.

Pourtant, l'UDC n'a pas que des ténors dans ses rangs. Prenons l'exemple du canton de Neuchâtel où le parti a totalisé 22% des voix pour sa première apparition électorale. Ce succès est attribué à la présence d'un policier spécialisé dans la lutte contre les stupéfiants. Il n'a aucune expérience politique. N'est-ce pas là une donnée trop classique des partis populistes?

Beaucoup de gens pensent que la victoire de l'UDC dans les cantons romands ne sera qu'un feu de paille. Je crois au contraire que nous sommes dans une phase de *coming out*. L'étape suivante passera par la construction d'une élite, comme en Suisse alémanique. Le paradoxe veut que ce parti ait remporté dans certains cantons plus de sièges qu'il n'avait de candidats. Mais dans quatre ou cinq ans, ce problème ne devrait plus se poser. Son implantation dans les cantons romands sera durable, du moins je le crois. N'oubliez pas que nous Suisses ne connaissons pas l'antagonisme linguistique d'un pays comme la Belgique.

Que doivent faire les partis traditionnels s'ils veulent regagner la confiance de l'électeur? En Autriche, l'intégration du Parti de la liberté de Jörg Haider au gouvernement fédéral a en partie contribué à sa décliné. En Suisse par contre, l'inertie du gouvernement –la formule magique où l'équilibre entre partis était figé jusqu'à présent– n'offrira guère cette possibilité. Alors?

Les problèmes de l'asile sont ceux de tous les partis. Ils n'appartiennent ni à la gauche ni à la droite. Mais ils demandent en revanche d'être traités avec fermeté. Les gens en ont assez des discours. Ils veulent des dirigeants qui agissent. Pour empêcher les problèmes. Pas pour faire des miracles. Pour la gauche, revenir à une social-démocratie populaire serait une des réponses possibles. D'un autre côté, rien ne serait plus révélateur que de voir le portefeuille de la Justice aboutir entre les mains de Christoph Blocher. Les gens pourraient voir dans quelle mesure il est capable d'apporter des solutions aux problèmes qu'il dénonce. Il ne faut cependant pas s'y tromper: Blocher est un *self-made-man* qui dirige une grosse entreprise et négocie parfaitement avec les syndicats. Son expérience n'est pas nulle.

Propos recueillis par Pascal Martin

La dimension patriotique, qui tient une grande place dans le discours de l'UDC, a plu et explique en partie le succès de ce parti auprès des jeunes comme des vieux.

Article 51

Le gouvernement exige la suppression

Dans une lettre à la présidence italienne de l'Union européenne, le ministre des Affaires étrangères Louis Michel «épingle quelques propositions inacceptables» dans le projet de Constitution de l'Union, dont l'article 51: «*L'inclusion de la référence à la tradition chrétienne dans le préambule de la Constitution. Une référence religieuse ne pourrait que nous diviser et n'a pas sa place dans un texte constitutionnel. Dans ce contexte, l'article I-51 devrait être supprimé. Il singularise en effet de manière injustifiée le dialogue avec les Églises et les organisations non confessionnelles par rapport au dialogue avec les autres acteurs de la société civile.*

Rappelons que l'article 51 a pour objet d'établir un accès privilégié aux Églises, et tout particulièrement à l'Eglise catholique, aux institutions

de l'Union afin de permettre une intervention directe dans la préparation des dossiers ainsi que dans les «processus prélégislatifs».

La campagne de lettres «pour le retrait de l'article 51»¹ a porté ses fruits, tout au moins en Belgique. Les fondamentalistes catholiques ne s'y sont pas trompés en qualifiant la Belgique du «pays le plus anticlérical d'Europe».

On peut en effet se féliciter de ce premier résultat, mais d'autres pays d'Europe hésitent sur l'attitude à prendre ou cèdent au puissant lobby mis en place par le Vatican.

Jugez plutôt de réponses émanant de responsables politiques nourris, croiraient-on, à la source de la laïcité.

Le ministre français des affaires étrangères D. de Villepin répond à une association laïque française et

rejette la demande de retrait de l'article 51 en ces termes «...l'article I-51 rappelle le principe de subsidiarité et fait aussi référence au statut des associations philosophiques et non confessionnelles. Son dernier alinéa décrit une pratique qui existe déjà au plan national; il n'est donc pas en contradiction avec le principe de laïcité auquel la France est très attachée».

On croit rêver. La République française, «qui ne reconnaît et ne subventionne aucun culte», entretient donc un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les Églises. Mieux encore dans la logique du ministre, puisque la Constitution française établit que la République est laïque, cette pratique l'est également et donc ne peut pas être en contradiction avec le principe de laïcité auquel la France est très attachée. Cqfd.

Le commissaire français de la Commission européenne Michel Barnier n'est pas en reste quand il écrit: «...Compte tenu de la contribution spécifique des Églises à la vie publique, la Commission européenne entretient déjà un dialogue régulier avec les Églises et communautés religieuses et l'un de ses services, le groupe de conseillers politiques, est

Appel aux responsables politiques

La préoccupation de nombreuses associations, ONG et réseaux européens est d'éviter qu'un courant de pensée, en l'occurrence représenté par les hiérarchies chrétiennes, n'obtienne un statut privilégié dans les institutions de l'Union. Un document de la Comece et de la KEK de juin 2002, adressé au Groupe de conseillers du Président Prodi, revendique en effet de pouvoir intervenir dans les «processus prélégislatifs» de l'Union.

Sous couvert de dialogue, l'article 51 institutionnaliserait un droit d'ingérence régulière des Églises dans les institutions de l'Union. Il permettrait aux Églises de créer dans l'Union européenne une situation semblable à celle dont jouit le Vatican aux Nations unies.

Le Vatican utilise sa voix à l'ONU pour limiter l'accès au planning familial et à l'avortement sans risque. Il en est de même sur les questions liées à l'orientation sexuelle, le divorce, la promotion de l'abstinence comme seule méthode contraceptive pour les jeunes, avec les conséquences que l'on connaît en terme de propagation du VIH/sida et de grossesse non désirée chez les adolescentes. S'y ajoutent les tentatives de subordination des droits des femmes à des convictions religieuses.

En Europe, la majorité des citoyens n'applique pas les positions défendues par le Vatican sur ces questions et désire pouvoir décider librement de ses choix dans l'existence.

Pour ces raisons, les associations signataires, actives dans de nombreux domaines de la société, ont exigé le retrait

chargé en particulier du suivi de ce dialogue».

Fausse naïveté

On constate dans ces affirmations très semblables un tel caractère de fausse naïveté chez des responsables de haut niveau qu'il devient difficile de croire à la bonne foi. À moins qu'ils n'aient pas connaissance des préparatifs mis en oeuvre entre le groupe de conseillers politiques (GOPA) du président Prodi et les hiérarchies religieuses, ce qui paraît peu vraisemblable à leur niveau de fonction.

D'autres responsables politiques tiennent le même discours. Aucun n'évoque la question de la nature des matières en cause et, à les lire, on pourrait croire qu'il s'agit seulement de bonnes relations de dialogue entre gens de bonne compagnie.

Ces révélations permettent de comprendre certains traitements de faveur déjà consentis aux Églises et

de l'article 51, estimant que le dialogue avec toutes les composantes de la société civile doit trouver place dans le cadre de l'article 46, sans aucune discrimination selon les convictions religieuses ou philosophiques. Ces associations sont représentatives de courants de pensée et de convictions, pluraliste, laïque et chrétien, et sont attachées au respect des libertés de pensée, de conscience et de religion, ainsi qu'à la liberté d'expression des personnes et de groupes constitués.

Les associations signataires ont lancé un appel solennel à tous les responsables politiques, nationaux et européens:

- Écoutez la société civile démocratique.
- N'acceptez pas le système d'anciens régimes où les églises imposaient leurs directives à tous.
- Rejetez l'article 51car il ne répond plus aux attentes de la société européenne du XXI^e siècle.
- Organisez le dialogue entre toutes les composantes de la société européenne, sans privilège pour les hiérarchies religieuses.

Signataires

International Planned Parenthood Federation/Réseau européen (IPPF), Catholics for a Free Choice/Europe, Fédération humaniste européenne (FHE), Réseau européen Eglise de Liberté, Right to Die Europe, International Lesbian and Gay association (ILGA), Association des femmes de l'Europe méridionale (AFEM), Fédération européenne de l'éducation et de la culture (FEEC).

Ce texte a été présenté à l'audition avec les parlementaires européens.

associations à caractère religieux, comme par exemple dans la directive européenne concernant les non-discriminations à l'emploi.

Un résultat intéressant de la campagne de signatures est de faire apparaître au grand jour ces pratiques de gouvernance cléricale dans l'Union, mais également en pays laïque sous le couvert de dialogue.

Somme toute, puisque cela se passe actuellement, pourquoi ne pas continuer et l'inscrire dans la Constitution? À nouveau personne ne semble se demander pourquoi vouloir inscrire dans la Constitution une pratique de dialogue régulier avec les Eglises qui est déjà instaurée, si ce n'est pour institutionnaliser une collaboration encore plus étroite entre les Églises et les institutions sur certains sujets de société, collaboration à laquelle l'article 51 de la Constitution conférerait un caractère obligatoire.

C'est le refus d'une telle politique d'influence des Églises dans l'Union qu'ont exprimé le 3 décembre, un ensemble d'ONG pluralistes, catholiques et laïques, lors d'une audition avec les parlementaires européens, intitulée «Intervention de l'Église dans les affaires de l'Union européenne», organisée par Olga Zrihen, parlementaire européenne et par la Fédération humaniste européenne.

Tous ont rejeté l'objectif de l'Église de créer dans l'Union européenne une situation semblable à celle dont jouit le Vatican aux Nations Unies et ont lancé un appel solennel aux responsables politiques.

Georges C. Liénard

Georges C. Liénard est secrétaire général de la Fédération humaniste européenne.

Recours contre le mariage homosexuel

Le 28 août dernier, un recours en annulation de la loi du 13 février 2003 ouvrant le mariage à des personnes de même sexe et modifiant certaines dispositions du Code civil a été déposé devant la Cour d'arbitrage par dix-neuf personnes.

Ce recours a été introduit pour cause de violation des articles 10, 11, 11bis, 19 et 21 de la Constitution.

Les arguments avancés sont de plusieurs ordres.

Certains requérants se basent sur le fait que la modification visée les affectent dans leurs intérêts puisque l'institution du mariage adopte une nature qui n'est pas conforme aux intentions qu'ils avaient lorsqu'ils ont contracté mariage.

D'autres vont encore plus loin puisque certains requérants célibataires disent être obligés d'adhérer à une institution qui n'est pas conforme à leurs convictions religieuses avant de pouvoir contracter un mariage religieux.

Enfin, certains requérants se prévalent de leur intérêt de citoyens catholiques romains ou de citoyens chrétiens protestants; ce qui les amène à constater qu'à la suite des dispositions critiquées, ces personnes se retrouvent dans un statut qui n'est plus conciliable avec leurs convictions.

Alerté, le CAL ne pouvait rester indifférent!

Un mémoire en réponse vient d'être déposé à la Cour d'arbitrage pour le compte de deux personnes homosexuelles mariées depuis peu et qui, de ce fait, peuvent justifier d'un intérêt personnel et actuel.

Affaire à suivre.

M. H.

¹ Encart Espace de Libertés n°315/novembre 2003.

Cuba

Le paradoxe Castro

Une interview de Serge Raffy

Adulé par les uns, haï par les autres, le *lîder màximo* ne laisse personne indifférent. À commencer par Serge Raffy, journaliste, qui a tenté de cerner le personnage dans toute sa complexité. Interview de l'auteur de *Castro d'infidèle*.

Journaliste, ancien rédacteur en chef-adjoint du *Nouvel Observateur*, Serge Raffy a travaillé pendant trois ans à essayer de (re)constituer le parcours et le profil de Fidel Castro. Au terme de ce voyage dans le passé mais aussi dans le présent, il dresse – dans un livre qui vient de paraître¹ – un portrait sans complaisance aucune à l'égard du *Comandante*. Au fil des pages, l'auteur revisite cinquante ans d'histoire cubaine et mondiale, revient sur la crise des missiles, l'assassinat de Kennedy, la mort du Che, le jeu tortueux des États-Unis, les liens avec l'URSS, la saga familiale des Castro, etc. L'ouvrage fourmille de détails et d'anecdotes. Au final, le travail réalisé par Serge Raffy est certainement titanique et ne manque certainement pas d'intérêt. Mais il comporte une

faille dans la construction: le livre est une instruction à charge uniquement. En effet, pratiquement à chaque page, à chaque ligne, l'auteur porte une charge contre celui qui continue pourtant d'incarner aujourd'hui encore un symbole. Celui d'une opposition farouche à l'ogre américain. Car même si son aura a pâli, paradoxalement Fidel Castro demeure pour beaucoup l'incarnation de la résistance à l'opposant. Bien que lui-même soit décrit comme tel. Ce n'est pas la moindre des contradictions de ce responsable politique hors normes.

Curieusement, l'administration Bush fait peu de cas de Cuba et de Fidel Castro, pourtant longtemps considéré comme un ennemi à abattre.

Il y a eu certes au début du régime castriste des tentatives pour éliminer Fidel Castro. Puis, les États-Unis se sont calmés. Peut-être parce qu'il fallait garder en vie un «échantillon de communisme inoffensif», maintenir en quelque sorte un Jurassic Park rouge pour prouver que le communisme est un échec. Cette approche va finalement bénéficier à Castro et au peuple cubain. À Cuba, les réalisations en matière de santé, de culture, etc. ont été importantes mais grâce aux roubles de l'URSS qui voulait en faire une vitrine du socialisme. Depuis la fin

du bloc communiste, cependant, l'île se porte très mal et l'embargo US n'explique pas tout.

La révolution cubaine n'a-t-elle pas constitué un défi permanent lancé à la face de l'Amérique?

Je crois que dans l'inconscient de bon nombre d'Américains, Cuba n'est pas un problème extérieur mais intérieur. Il existe même un lien matriciel entre l'île et Miami où vivent de nombreux cubains exilés. Ces derniers semblent du reste avoir annexé cet État de l'Union. Il y a aujourd'hui trois députés d'origine cubaine à la Chambre des représentants dont un propre neveu de Castro, qui est très proche de George Bush et un ennemi irréductible du leader cubain.

Castro ne fait donc plus peur aux États-Unis?

Malgré ses coups de mèche, George W. Bush n'a pas du tout l'intention d'attaquer Cuba. Pourquoi irait-il envahir un pays aussi épuisé, exsangue, où les problèmes de ravitaillement énergétique sont tels qu'on ne sait même pas si la flotte aérienne serait en état de combattre? Un an après les attentats du *World Trade Center*, George W. Bush rapatrie plusieurs centaines de talibans et de terroristes d'Al-Qaida à Guantánamo, comme si Cuba faisait partie du territoire américain. À sa façon, il déclare au monde entier qu'il fait tout ce qu'il veut sur l'île. Si la provocation est grossière, elle en dit long

cependant sur ce que Bush pense de Castro. Quand les premiers talibans débarquent dans leur combinaison orange fluo, le 12 novembre 2002, Castro se sent profondément humilié. L'hôte de la Maison-Blanche le nargue et se venge de plus de quarante ans d'insultes anti-américaines. Le *Comandante* a pourtant assuré le peuple américain de sa compassion après les attentats du 11 septembre mais plus personne ne le croit. Même le Mexique, qui l'a soutenu dans les moments les plus difficiles, a, cette année-là, ajouté à l'ONU sa voix à celles qui l'ont condamné sur le thème des droits de l'Homme. L'Union européenne se fait à son tour moins conciliante avec lui. Le 20 juillet 2002, elle bloque l'aide économique et fait savoir à La Ha-

vane qu'elle «n'ouvrira le robinet de l'aide» qu'en fonction de l'attitude du gouvernement cubain vis-à-vis de son opposition.

Avez-vous rencontré Fidel Castro pendant votre enquête?

Après avoir hésité à m'accorder un entretien, il a préféré rester dans le flou, sans jamais me donner une réponse négative, comme il le fait systématiquement.

Vous ne semblez pas beaucoup aimer Fidel Castro, à tout le moins. Pourquoi?

J'ai travaillé trois ans à la rédaction de ce livre pour tenter de cerner le personnage, pour essayer d'aller au-delà de ce qu'on voit et de ce qu'on sait de lui. Finalement, ce livre est, comme je l'écris d'entrée de jeu, l'aboutissement d'un long voyage dans un labyrinthe, celui de Fidel Castro. Au bout de ce voyage, malgré quelques rias de lumière, l'ombre y est omniprésente. Est-ce une biographie, un long reportage, un roman vrai, un ouvrage à caractère historique? Peut-être au final le mariage de tous ces genres. Parmi les multiples obstacles qui se sont dressés sur ma route, l'un des plus grands fut sans doute le propre prénom du *Comandante Castro*: Fidel. C'est en réalité un mot piège.

Voulez-vous dire qu'entre l'image et la réalité, la distance est plus grande qu'on ne l'imagine?

«Fidel» est un mot piège parce qu'il introduit une proximité et un lien de parenté peu propices à la distance et à la neutralité. Même les plus virulents des exilés de Miami, qui voudraient le voir finir sur la chaise électrique, l'appellent Fidel comme s'ils parlaient d'un cousin. Or, Fidel Castro n'a pas l'esprit de famille. Ce n'est pas non plus un homme très fidèle. Le seul domaine où il n'ait jamais failli, jamais fléchi, jamais menti, c'est celui de la défense acharnée de sa propre gloire. Grand lecteur de l'*Iliade*, il a pris pour modèle Achille, qui rêvait d'une vie héroïque et brève, une carrière de conquistador affamé de trophées: mais sa bonne étoile lui a laissé la vie sauve. Et il est devenu Ulysse, monarque vieillissant obli-

gé de composer avec le temps. C'est ce paradoxe «homérique» qui forme le cœur de mon livre.

S'il vous fallait dresser à grands traits le portrait du *lîder màximo*, que mettriez-vous en avant?

Hernán Cortes, le conquistador, présente d'étranges similitudes avec Castro: il est capable de toutes les métamorphoses, il peut jouer sur le registre de la naïveté, de l'enfantillage, de l'amitié virile, et passer brutalement à la cruauté, au dédain, au mépris absolu. Il est l'agent double par excellence, multiple et insaisissable, insatiable, fuyant, affamé de trophées qu'il piétine sitôt obtenus.

Pour vous, Fidel Castro ne défend plus la révolution mais son propre pouvoir?

J'ai une seule certitude dans ce kaléidoscope étourdissant: Castro, l'homme-pouvoir a consacré l'essentiel de son énergie à conserver son trône. L'homme ne partira pas de par sa seule volonté. Il n'a jamais accepté la moindre défaite. Son sceptre, il l'a conquis à la pointe du fusil. N'est-ce pas infiniment plus légitime que le droit divin des monarches? Pourquoi devrait-il s'effacer, puisqu'il a la certitude d'incarner le pays? Il est l'élu de la Providence, le Missionnaire. Il est Bonaparte, Bolívar et d'Artagnan. Il est le bretteur, le condottiere, fringant et éternellement jeune. Il ne voit pas sa barbe blanche, ses mains qui tremblent, l'irréversible usure du temps qui a fait son œuvre; ce temps qu'il a voulu dompter à coups de revolver et de conspirations.

Comment expliquez-vous la fascination que La Havane continue d'exercer à l'étranger?

Quand les hommes politiques, les journalistes, les écrivains et même les touristes se rendent à La Havane, ils ont l'impression que le

Le seul domaine où il n'ait jamais failli, jamais fléchi, jamais menti, c'est celui de la défense acharnée de sa propre gloire.

temps y est suspendu, que l'horloge est cassée. Ce qui provoque un étrange sentiment d'apaisement. Avec l'océan qui vient cogner contre la ville en permanence mais qui n'arrive pas à créer de brèche. C'est un peu l'image de la forteresse assiégée qui résiste. Par moments, on se croirait un peu à Venise, l'impression d'être en vase clos. On oublie tout. C'est rassurant, on oublie le système et on finit par ne plus rien voir d'autre. Sans compter que ceux qui rencontrent Fidel Castro se laissent embobiner par son cinéma. Ce n'est plus un homme politique que l'on a devant soi, c'est un acteur. On n'est plus dans la réalité, on est au théâtre. C'est un personnage de roman de Gabriel García Marquez. Aux Français, il va parler de la révolution de 1789 en leur expliquant que la révolution cubaine c'est un peu cela, il leur passe la main sur l'épaule, les serre contre lui. C'est le «baiser de l'ours» qu'il répète régulièrement avec ceux qui l'approchent.

Pourquoi est-ce seulement aujourd'hui qu'il subit des critiques de l'étranger même dans le camp des progressistes?

Le régime a toujours été le même. Mais certains d'entre nous le regardent aujourd'hui différemment. ■

Propos recueillis par Sergio Carrozzo

¹ Serge Raffy, *Castro l'infidèle*, Fayard, 2003, Paris, 672 pages, 28 €.

Chômeurs: la saison de la chasse est rouverte!

Faute d'argent frais, la lutte contre le chômage se voit lentement supplantée par... la lutte contre les chômeurs. L'État social actif nous présente ses nouvelles recettes économiques... Mais oui, l'Europe se fait.

«L'église pratique la charité... mais l'église n'aime pas donner.

L'église célèbre la pauvreté... mais l'église n'aime pas les pauvres». Francis Ponge, écrivain et poète anti-conformiste qu'on doit relire, est célèbre pour ses aphorismes, souvent paradoxaux. Il pourfend entre autres les Tartuffes, toujours prêts à célébrer les «beaux» concepts -bonté, générosité, désintéressement,...- tout en honnissant la réalité (le pauvre, sale et paresseux) qui vient ternir leurs édifiantes images d'Épinal. Si cette bonne conscience a longtemps été l'apanage des partis confessionnels, aujourd'hui, presque toutes les mouvances politiques jouent la dérive sémantique. La dernière en date: quand les anciennes victimes de l'injustice sociale en deviennent... les responsables.

Exclude... les exclus

Le gouvernement belge, dans son discours de rentrée parlementaire, a frappé fort en annonçant des «efforts exceptionnels pour l'emploi», efforts qui coûteront, selon la formule préfé-

À lire aussi

«La notion de chômage involontaire, 1945-2003» par Paul Palsterman, *Courrier hebdomadaire du Centre de recherche et d'information socio-politique* n°1806, 2003. www.crisp.be

Au-delà des discours et des déclarations d'intention, l'auteur scrute les textes réglementaires... mais aussi et surtout leur application réelle par l'administration et les tribunaux. Les changements ont été considérables... si on les mesure à l'aune de la quantité de textes publiés au Moniteur belge. Tout au long de la période, le système belge a refoulé dans une large mesure le débat sur le chômage involontaire en imposant -en théorie- diverses obligations d'insertion aux chômeurs, mais en renonçant, faute d'unanimité, à en contrôler systématiquement l'application. Si le gouvernement violet a ainsi fait de l'«État social actif» l'étandard de son action, ce sera sans rupture avec ce passé de tergiversations, comme le soutiennent aussi bien ses détracteurs... que certains de ses promoteurs. Le nouveau «contrat social» avec les chômeurs s'inscrit dans cette lignée peu rassurante.

Double exclusion

Traquer l'«abus», c'est devenir inéluctablement un bon gestionnaire de l'exclusion sociale. D'autant que nombre de chômeurs, déjà résignés et isolés socialement, n'ont ni l'énergie ni les moyens de se défendre.

Les anciens assistants actifs dans l'aide au placement dérivent vers un rôle d'agents de contrôle de «leurs» anciens demandeurs d'emploi... eux-mêmes convertis en «fraudeurs sociaux». Il est demandé aux agents de «faire preuve de discernement dans leurs recherches»... sans oublier de ramener «des résultats» (sic). Une association active dans l'intégration des personnes analphabètes souligne ainsi sur son site (www.lire-et-ecrire.be/qui/histoire.asp) que «les dispositifs d'insertion socioprofessionnelle des pouvoirs régionaux proposent un cadre contractuel de partenariat aux associations qui, bien sûr, leur assure des moyens, reconnaît la qualité et la pertinence de leur action... mais qui les implique aussi dans des politiques de contrainte, de contrôle social pouvant aller jusqu'à des mesures d'exclusion du chômage des ratés du parcours, ce qui est le comble pour des associations qui luttent contre l'exclusion de ces publics!».

Mais il existe aussi un aspect «communautaire» dans cette «chasse aux chômeurs» décomplexée. Le CVP fonctionnait déjà avec l'idée sous-jacente qu'on débusquerait surtout les abus -et rebuts- du chômage en Wallonie et à Bruxelles. Une première étape nécessaire pour défaire ce «modèle social» belge tant honni au Nord du pays. Les «résultats» de cette première chasse à l'homme seront définis comme «encourageants». Les exclus du chômage (qui, soit dit en passant, sont victimes de leur seconde exclusion, après celle du marché du travail, et éventuellement d'une troisième pour les allochtones!) se comptent par dizaines de milliers... et sont surtout «inactifs» en Communauté française. Ils atterrissent, selon le principe des vases communicants, dans l'escarcelle des CPAS. Le problème est déplacé vers les communes.

La précarisation organisée des exclus sociaux semble avoir de beaux jours devant elle.

L'«usager faible»... encore trop fort?

En 2003, on remet cela... mais en allant encore plus loin. L'idée, à peine voilée de la coalition violette est en effet de faire financer son futur emploi par... le chômeur lui-même (zéro euro). Le fait qu'aucun budget digne de ce nom ne soit réservé à l'aide à l'emploi semble donc constituer une sorte de performance remarquable pour l'équipe gouvernementale actuelle. La «défense sociale», elle, tarde à s'organiser, à l'image des fantomatiques «comités d'autodéfense des chômeurs» annoncés à chaque «Forum social». «L'idée de chômeurs ligués dans leur intérêt propre ne semble pas trop plaire aux gouvernements européens» relève, goguenard, le sociologue politique Andrea Rea dans un petit ouvrage, *La Société en miettes*². L'auteur y analyse entre autres la «grande stratégie» de lutte contre le chômage (contre les chômeurs?): la remise au travail via l'«activation des allocations sociales» sur le mode: «de belles alloc' de chômage comme celles-là, ça s'mérite!»³. Comme le montre Andrea Rea, il n'est pas innocent que les idéologues inspirateurs de cette célèbre activation soient... les États-Unis. Un «modèle» douteux pourtant récupéré par des partis... sociaux-démocrates de la vieille Europe. Les récentes batteries de mesures prises par Schroeder en Allemagne dévoilent une attitude décomplexée de la «gestion» de l'exclusion des chômeurs: assouplissement des conditions de licenciement, réduction de la durée et du montant des allocations de chômage, «gestion» des chômeurs par des agences de placement privées, chômage de longue durée ramené au niveau du minimum de survie. Les syndicats eux-mêmes réagissent bien mollement: les chômeurs ne sont pas vraiment leur «tasse de thé»; ils ont déjà fort à faire avec les emplois menacés.

Populaire auprès de la frange poujadiste de l'opinion publique, pour laquelle le chômeur n'est qu'un profiteur, la précarisation organisée des exclus sociaux semble avoir de beaux jours devant elle.

Olivier Swingedau

mes: «Avant d'obliger un chômeur à accepter un emploi sous peine d'exclusion du système, il faudrait encore pouvoir lui en proposer un, monsieur le chancelier!»⁴.

OMC: privatiser le chômage

Comme beaucoup de dirigeants européens, Gerhard Schroeder voit déjà plus loin: pourquoi ne pas supprimer cette notion d'adéquation formation/emploi qui fait tant de mal aux portefeuilles des actionnaires? Bref, pourquoi ne pas créer les conditions qui permettraient d'imposer aux chômeurs des emplois qui ne correspondraient plus nécessairement, ou même plus du tout, à leur formation ou à leur niveau d'étude; de les amener à être dans l'obligation d'accepter absolument n'importe quel emploi, qu'il soit précaire ou non, adapté ou non, bien payé... ou non? L'ultra-flexibilité britannique à l'échelle européenne... On est bien loin de l'allocation universelle des années nonante...

L'Allemagne, modèle social des années de prospérité, n'est pas seule sur ce front de la «lutte contre l'abus social perpétré par les chômeurs». Les autres pays européens ont suivi dans un troublant ensemble.

«En filigrane», précise Esteban Martinez, chercheur à l'ULB, «on perçoit l'ombre de la ratification, par les pays européens, des conventions imposées par l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et visant à privatiser, après le rail, le «marché» de l'emploi... et donc, du chômage».

Chez nous, le ministre blairiste de l'Emploi et du Travail Frank Vandenbroucke se définit comme un «innovateur qui ne fait pas d'idéologie». Il dit préférer «les solutions pragmatiques».

La fraude fiscale ayant été -de fait- blanchie, il faut donc trouver l'argent du côté de... la fraude sociale. Quelque cent vingt agents supplémentaires (120 chômeurs de moins?) rejoignent l'armée de l'ONEM pour «coincer» les fraudeurs sociaux. Montant des gains estimés par ce «bandit manchot» social: près de 100 millions d'euros!

Populaire auprès de la frange poujadiste de l'opinion publique, pour laquelle le chômeur n'est qu'un profiteur, la précarisation organisée des exclus sociaux semble avoir de beaux jours devant elle.

¹ À l'orée des années quatre-vingt, une mesure visant à réduire les allocations de chômage est adoptée en Belgique. Il s'agit d'ajouter une catégorie aux deux existantes: «isolé» et «chef de ménage» (enfants à charge). Le «statut cohabitant» visera (!) ceux qui ne sont «ni isolés ni chefs de ménage». Porte ouverte à la mesure d'exclusion automatique des chômeurs dits de longue durée... qui ne concerne que les cohabitants (article 80). Actuellement, un chômeur sur deux est cohabitant, mais 75% des cohabitants sont des femmes. Suivent, les sinistres «visites domiciliaires»: au mépris du droit, l'organisme chargé de contrôler leurs déclarations n'hésite plus à pénétrer de force chez les chômeurs. Notons, pour la fine bouche, que cet organisme de contrôle est génér paritaire... les «syndicats» composant donc le comité de gestion!

² *La Société en miettes. Épreuves et enjeux de l'exclusion*, chez Labor, 1997, 93pp. Bibliographie.

³ Lindemnité moyenne de chômage a baissé de 8% en terme de pouvoir d'achat pendant la période 1983-1997, ce qui découle d'une part d'une modification sociologique du chômage (moins de chômage temporaire, plus de chômage de longue durée, etc.) et d'autre part de la politique d'assainissement budgétaire... (source FGTB)

⁴ Die Zeit du 15 octobre 2003.

Que s'est-il passé? de Bernard Lewis

Islam et modernité

Dans l'attitude de méfiance des Occidentaux vis-à-vis des musulmans, l'incompréhension devant un groupe qui fait fi de tout ce qui nous semble constituer la modernité -la science, la liberté, la tolérance- entre pour beaucoup.

Pourquoi l'islam a-t-il raté le tournant de la modernité? L'un des meilleurs orientalistes, Bernard Lewis, a synthétisé la problématique et la réponse qu'il y donne dans un ouvrage qui reprend des conférences qu'il a données dans plusieurs rencontres universitaires, notamment à Vienne, et qui s'intitule de manière claire *Que s'est-il passé?*¹

Bernard Lewis est surtout spécialiste du monde turc. En fait, celui-ci tient en mains les clés du problème: à partir du moment où l'Occident entame résolument sa course vers la modernité -au XV^e siècle- c'est bien le monde de la Sublime Porte qui domine l'univers musulman.

Religion et société civile

Faire porter le chapeau à la religion n'est pas si simple: l'islam n'a pas empêché la domination politique et culturelle du monde musulman sur l'Europe chrétienne pendant tout le Moyen Âge.

Un argument traditionnel vient au fond de l'absence de la notion de laïcité dans le monde musulman.

Il y a là quelque chose de vrai même si Bernard Lewis donne des origines de la laïcité occidentale une vision complaisante pour le christianisme. Selon lui, la notion est «profondément chrétienne. Ses origines remontent aux enseignements du Christ (...). Les persécutions endurées par l'Église primitive firent apparaître qu'une séparation entre les deux était possible» (p. 131).

Les persécutions furent en réalité peu importantes et les chrétiens arrivés au pouvoir ont eu tout fait de les oublier.

Cependant si la nature du christianisme n'est pour rien à l'affaire, le contexte historique a pesé lourd.

En quelques années, Mahomet et sa nouvelle religion ont conquis le pouvoir. Construire l'Église et les structures du pouvoir n'a été qu'un seul et même travail.

Du côté occidental, les structures de l'Empire (et le droit romain) n'étaient pas peu de choses et il a fallu plusieurs siècles pour que les chrétiens y conquièrent le pouvoir, un délai suffisant pour que se constitue l'organisation ecclésiale indispensable. Pendant un millénaire, la lutte pour l'hégémonie entre pouvoir religieux et pouvoir civil va se dérouler, mais dès la fin du Moyen Âge, il est clair que la fusion n'est pas possible. Seul le monde orthodoxe s'en rapprochera.

Pas de «société civile» dans l'univers musulman. Pire même et qui nous édifie sur ce qui s'est passé au XX^e siècle. Une structure autonome existait, le *waqf*, fondation charitable destinée à des fins morales ou religieuses. Partout au Moyen-Orient, les Etats ont placé les *waqf* sous le contrôle de l'État et ont anéanti leur autonomie. De cette manière, après l'effondrement économique des pays où l'État gérait tout, les pauvres ont dû dépendre directement de l'État pour survivre, ce qui n'a rien arrangé.

Le sentiment de supériorité

Un autre élément vient du sentiment de supériorité historique de l'univers musulman. Les Turcs ne voient s'écartier la perspective de dominer toute l'Europe qu'au siège de Vienne en 1683. Ils en prennent vraiment acte en 1699, en signant la paix à Karlowitz. Leur indifférence ou leur hostilité à tout ce qui venait de l'Europe est totale. Rien ne les touchera: ni la liberté acquise en 1789, ni la différence dans le statut de la femme.

Aujourd'hui, citoyens de seconde zone dans le monde, ils se voient obligés de confier des tâches scientifiques et techniques à des ingénieurs coréens ou à d'autres asiatiques. Les voilà relégués en troisième position.

Le refus de la science

Plus grande encore sera l'impossibilité d'assimiler la pensée scientifique. La première imprimerie turque est inaugurée en 1729. Auparavant, Juifs, Grecs et Arméniens pouvaient imprimer dans leur écriture sans pourvoir imprimer en caractères arabes. Bernard Lewis cite à ce sujet un magnifique discours d'Atatürk lorsqu'il inaugure en 1925 la nouvelle faculté de droit d'Ankara: «Songez à la victoire turque de 1453, et à sa place dans l'histoire. Cette même force, cette même puissance... ont été trop faibles (...) pour accueillir en Turquie l'imprimerie qui avait été inventée à peu près au même moment. Il fallut trois siècles d'observation et d'hésitation, (...) avant que les anciennes lois (...) n'autorisent l'entrée de l'imprimerie dans notre pays» (p. 199).

Même une chose qui nous semble simple comme notion du temps acquise par les horloges modernes fera problème. L'horlogerie turque aura toujours un siècle de retard. La journée de 24 heures égales sera acquise lentement et de manière approximative (p. 182).

À qui la faute?

La position de Bernard Lewis est tranchée. La question n'est pas l'islam mais ce que les musulmans ont fait de l'islam. Ils sont les vrais coupables. Pour avancer, les musulmans devront renoncer «à leurs griefs et à leurs récriminations, en surmontant leurs querelles, en unissant leurs talents, leur énergie et leurs ressources (...). Le choix leur appartient» (p. 222).

Tel n'est certes pas l'avis de tout le monde. Depuis vingt ans, l'autre orientaliste vedette, Édouard Said, a contesté cette vision. L'universitaire palestino-américain a toujours contesté la pertinence de concepts globaux tels que Orient et Occident qui ne correspondent à «aucune réalité stable en tant que faits naturels»². Il s'agirait d'une pseudo catégorie inventée par l'historiographie colonialiste.

Je mentionne l'opposition et le débat mais néocolonialisme et conservatisme servent ici d'excuse facile. Bernard Lewis a raison sur l'essentiel en fait d'histoire. Édouard Said a évidemment en tête le problème de la Palestine écrasée par la domination américaine. La faiblesse, en politique, surtout internationale, ne suscite pas la compassion. ■

Patrice Dartevelle

¹ Bernard Lewis, *Que s'est-il passé? L'islam, l'Occident et la modernité*, Paris 2002, Le débat Gallimard, 231 pages, 19,90 €.

² Cf. Sylvain Cypel, «Édouard Said, le Palestiniens de Columbia», *Le Monde*, 27 septembre 2003 (article publié à l'occasion du décès de l'orientaliste le 24 septembre 2003).

Technologies

Pour libérer la parole... ou le geste

Bon, d'accord, Internet, c'est parfois le pire. Comme cet informaticien allemand de 42 ans qui avait trouvé via une messagerie interactive sa victime, un ingénieur berlinois de 43 ans. Celui-ci avait répondu à une annonce qui recherchait explicitement quelqu'un acceptant de se faire tuer pour être... mangé. Ce que l'informaticien a effectivement fait, en plusieurs fois, grâce aux vertus du congélateur. Les inconvénients de cette espèce de messageries pour ce type de services plutôt particuliers ne se distinguent pas vraiment de ceux des autres, comme par exemple les messageries amoureuses. Ainsi, l'ogre a affirmé que sa victime l'avait «déçu à de nombreux égards», notamment en mentant sur son âge, en refusant de faire l'effort de mieux le connaître avant de mourir, et en doutant que son tueur fut aussi cruel qu'il le souhaitait.

Mais le Net, c'est aussi un outil de pensée différente dans le bon sens du terme. Ainsi, en Chine, alors que la télévision, qui atteint 94% des foyers pour un temps d'écoute de trois heures en moyenne par habitant, est un outil essentiel du régime et que les nombreux journaux et magazines y sont également contrôlés a priori et a posteriori, la croissance rapide de l'Internet, qui touche aujourd'hui près de 70 millions de Chinois, permet de laisser une certaine place à la pensée libre.

L'Internet est une source d'information importante dans les villes grandes et moyennes et 30% des habitants de Pékin l'utilisent. Sur les forums de discussion, les messages contenant des termes sensibles, comme le nom de la religion interdite Falungong, sont bloqués, et les sites dissidents sont systématiquement rendus inaccessibles, en partie grâce à des technologies étrangères (comme celle de l'entreprise américaine Cisco). Depuis l'année dernière, les archives du plus grand moteur de

recherche mondial, Google, dont il existe une version en chinois, sont également bloquées.

Malgré ces précautions du pouvoir, l'Internet reste un lieu de débat, et parfois de contestation du pouvoir. «Alors que la censure est là pour veiller à ce que les médias traditionnels reflètent l'idéologie, l'Internet est plus diversifié et permet l'expression d'opinions déviantes. La censure y est moins stricte», estime le professeur Yu Jie, écrivain contestataire qui vit à Pékin. «Le Net offre de nouvelles possibilités aux intellectuels chinois, particulièrement dans le domaine politique. Nos articles sont publiés sur des sites à l'étranger, à Taiwan ou à Hong Kong. Ces publications nous assurent aussi des revenus qui nous permettent de subsister de façon plus indépendante. Il y a dix ans, c'était inimaginable», poursuit l'écrivain.

Cette relative liberté a un prix. Régulièrement, des internautes sont condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir créé des sites ou diffusé leurs écrits sur la toile.

Non, décidément, les nouvelles technologies n'ont pas que des mauvais côtés. Ainsi, une expérience a récemment montré que des singes, dotés d'implants cérébraux, sont parvenus à faire bouger un bras robotisé uniquement par la pensée, une avancée spectaculaire qui pourrait permettre un jour à des personnes paralysées de réaliser des tâches similaires. Les résultats de cette expérience réalisée par des chercheurs de l'université de Duke (Caroline du Nord) ont été publiés dans la revue scientifique américaine *PLoS Biology*¹. Les chercheurs ont implanté une série d'électrodes minuscules dans le cerveau de deux singes, puis leur ont confié une manette qui contrôlait un bras robotisé. En échange d'une gorgée de jus de fruits, les singes se sont entraînés à manipuler la manette, pendant qu'un ordinateur enregistrait les signaux émis par leur cerveau. Dans un deuxième temps, la

manette a été débranchée, et le bras robotisé, qui se trouvait dans une autre pièce, a été directement contrôlé par les singes, via les signaux cérébraux émis par les électrodes. Les primates ont donc fini par ne plus se servir du «joystick», comme s'ils savaient que leur cerveau contrôlait le bras robotisé. «Trois d'entre nous étaient dans la pièce et observaient la guenon, tard dans la nuit, et tout à coup la guenon a lâché la manette et s'est mise à jouer le jeu», a raconté le directeur de l'équipe de neurologues de Duke.

«La guenon a tout simplement compris qu'elle n'avait pas besoin de bouger la manette. Nous ne pouvions pas en croire nos yeux, c'était comme si la guenon nous disait: "croyez-moi, je peux le faire"».

L'implant d'électrodes dans le cerveau d'un singe ouvre de grandes perspectives aux applications humaines.

Des êtres humains ont déjà été équipés de tels implants cérébraux qui leur permettent, par exemple, de contrôler par la pensée le curseur d'un écran d'ordinateur. Toutefois, les implants utilisés dans l'expérience de l'université de Duke étaient plus petits et la tâche accomplie était plus complexe. Les chercheurs de Duke consacrent maintenant leurs études à des applications humaines, qui pourraient voir le jour d'ici seulement deux ans. «Cela permettrait de faire un tas de choses, des fauteuils roulants, des ordinateurs, des prothèses de bras, et peut-être leurs propres bras», estime un des chercheurs.

Maxime Coppin

¹ <http://www.plosbiology.org>

La danse en Belgique

Flagrant délit de flirt

De plus en plus la danse compose avec d'autres arts et mélange les genres. Une hybridation qui fait le succès de nos têtes d'affiche.

Il a fallu moins de vingt ans pour que la danse contemporaine devienne, à défaut d'une reconnaissance officielle, l'art contemporain belge par excellence. Propriétionnellement, nul autre pays européen ne concentre un tel nombre de chorégraphes reconnus au niveau international. Une étude récente recense 95 structures qui créent ou présentent de la danse, et ce seulement en région bruxelloise. En effet, une poignée de compagnies, ainsi que l'école PARTS, composent la carte postale d'un paysage souvent perçu à l'étranger comme paradisiaque, sorte d'eldorado chorégraphique.

Certes, l'hybridation de genres et de styles n'est pas un phénomène belge, néanmoins, dépasse les études statistiques et les quelques têtes d'affiche de cette appellation, label derrière lequel on reconnaît les noms d'Anne Teresa De Keersmaeker, Frédéric Flamand, Wim Vandekeybus, Alain Platel ou Michèle Noiret. C'est plutôt une vision du corps dansant très ouverte, des regards et des manières d'approche, qui rassemblent les œuvres produites ici et qui touchent de plus en plus de spectateurs.

Flirtant avec tous les autres arts,

avec le rêve et la réalité,

nos créateurs tissent

des œuvres à la fois

poignantes et sensibles,

véritables fenêtres

de sens et de sensations.

Platel ou Michèle Noiret. C'est plutôt une vision du corps dansant très ouverte, des regards et des manières d'approche, qui rassemblent les œuvres produites ici et qui touchent de plus en plus de spectateurs.

Flirtant avec tous les autres arts, avec le rêve et la réalité, nos créateurs tissent des œuvres à la fois poignantes et sensibles, véritables fenêtres de sens et de sensations. Là, réside l'une des plus grandes forces de la danse contemporaine: sa capacité à parler d'une façon directe et en même temps très ouverte. Le corps en mouvement nous interpelle directement, alors que la mise en scène, ou les dif-

férents rapports qui se construisent au sein d'une chorégraphie, entre danse, musique, lumières, scénographie, costumes, textes, appellent très souvent à un tissage personnel du sens, fût-il plutôt connecté à des histoires privées, aux rêves de chacun, ou plutôt proche de la critique sociale. «La danse nous permet de prendre la température du corps, le corps individuel et le corps social», écrit l'historienne de l'art Chantal Pontbriand¹. Aujourd'hui, en Belgique, les chorégraphes utilisent ce primat de la danse contemporaine pour pousser leur art plus loin, créant parfois des ovnis qui échappent à toute catégorie ou classement.

Certes, l'hybridation de genres et de styles n'est pas un phénomène récent dans le domaine artistique. Au cours du XX^e siècle, on a vu l'accélération exponentielle de ce processus. En Amérique, l'une des «prétresses» de la danse moderne, Ruth St Denis, a bâti son projet artistique à partir d'une ouverture aux cultures orientales. En Allemagne, à la même période, la recherche chorégraphique de Mary Wigman ou Kurt Joss s'appuyait sur l'expressivité, voire la théâtralité. En Belgique, l'histoire de la danse est marquée surtout par un manque de tradition: une absence d'école académique (ballet) fondamentalement ancrée dans le paysage artistique.

Quand on analyse rapidement le panorama international de la danse contemporaine, même s'il paraît paradoxal, la place centrale du mouvement devient une caractéristique importante. En France, par exemple, on a vu se développer ces dernières années ce qui a été appelé la «non-danse»: une mise en question du mouvement et du corps dansant, avec des spectacles dits «conceptuels», signés par des chorégraphes comme Jérôme Bel, Xavier Le Roy ou Boris Charmatz. Au Portugal, une étude sociologique signale qu'une majorité des artistes chorégraphiques du pays ne se définit pas comme «chorégraphe», mais plutôt comme «artiste» ou «catalyseur d'un projet», tant les modes de produc-

Il a laissé, en tout cas, les bases d'une génération future, issue de son école MUDRA. Ce centre international accueillait des élèves de différents pays -comme PARTS, aujourd'hui- et était, surtout à ses débuts dans les années septante, axé sur un programme de formation éclectique et complète de l'interprète en danse. Keersmaeker, Noiret, Michèle-Anne De Mey, Pierre Droulers, sont tous issus de là. Il y a une dizaine d'années, une «deuxième génération» mudriste faisait ses débuts: Claudio Bernardo, Thierry Smits puis Matteo Moles ou Fernando Martin.

Au fil des années, on a donc vu un monopole se transformer en diversité. Aujourd'hui, derrière les deux grandes vitrines que sont les compagnies d'Anne Teresa De Keersmaeker -en résidence à la Monnaie depuis dix ans- et celle de Frédéric Flamand, à la tête de Charleroi/Danses depuis bientôt douze ans, on trouve une vingtaine de groupes d'une force créative incroyable, transitant entre ce corps individuel et social dont nous parle Chantal Pontbriand. Les moyens et artifices utilisés par ces artistes sont aussi très divers. L'hybridation qui les caractérise se décline en singularités. Elle garde, néanmoins, la danse comme un point de départ, central.

Quand on analyse rapidement le panorama international de la danse contemporaine, même s'il paraît paradoxal, la place centrale du mouvement devient une caractéristique importante. En France, par exemple, on a vu se développer ces dernières années ce qui a été appelé la «non-danse»: une mise en question du mouvement et du corps dansant, avec des spectacles dits «conceptuels», signés par des chorégraphes comme Jérôme Bel, Xavier Le Roy ou Boris Charmatz. Au Portugal, une étude sociologique signale qu'une majorité des artistes chorégraphiques du pays ne se définit pas comme «chorégraphe», mais plutôt comme «artiste» ou «catalyseur d'un projet», tant les modes de produc-

tion ont été modifiés et mis en question, là-bas aussi.

Mélange des genres

Or, en Belgique, la danse n'a jamais été à ce point mise à plat. Au contraire, elle est comprise plutôt comme un art capable d'intégrer les influences d'autres domaines: une transformation à partir du contact, et non par sa négation. Ainsi, on a vu Frédéric Flamand construire ces dernières années un corpus d'œuvres qui confrontent la danse à l'architecture. D'abord artiste et initiateur de projets (le Plan K, dans les années septante), puis chorégraphe de Charleroi/Danses, Flamand a fait appel à des grands noms de l'architecture pour non seulement créer des espaces scéniques, mais pour intervenir, avec ses créations, dans la fabrication même de la danse. Autrement dit, quand Jean Nouvel propose une structure métallique qui laisse peu de place pour la danse, il demande une tout autre conception de la chorégraphie, une autre danse (*Body/Work/Leisure*, 2001). Dans *Silent Collisions*, la danse est celle aussi du décor modulable, créé par l'architecte Tom Mayne.

Claudio Bernardo, pour sa version du Sacré du Printemps (*Le Sacre, O Sacrificio*, 2001), a nourri sa gestuelle de la culture afro-brésilienne et des raves en Europe, le tout dansé par neuf interprètes encadrés par un reportage-vidéo sur des jeunes dissertant sur le sexe, la religion et les drogues: mélange de genres, de cultures et d'époques, dans un travail qui fait référence aussi à l'une des figures marquantes de l'histoire de l'art, Vaslav Nijinsky, qui a révolutionné la danse avec sa chorégraphie de la partition de Stravinsky, en 1913.

Avec *In Between* (2000), *Twelve Seasons* (2002) et la série *Prospectives*, Michèle Noiret s'est orientée vers les nouvelles technologies, notamment celles de la production du son et de l'image en interaction avec le mouvement. Son nouveau

Confronter la danse à l'architecture: *Silent Collisions*, Frédéric Flamand/Thom Mayne, Charleroi/Danses – Plan K, © Pino Pipitone

duo - *Sait-on jamais*, présenté lors du *Kunsten Festival des Arts*, invite le spectateur à se plonger dans la problématique du désir, où se confondent la réalité et le rêve. Entourées de quatre immenses écrans, les deux interprètes composent graduellement un dialogue fait de délicatesse et de sagesse, dans une dramaturgie de l'*alter ego* démultiplié tant par la vidéo que par l'environnement sonore. Dans cet espace intimiste, leur danse n'est pas une démonstration de force ou de technique, ni une confrontation ouverte avec toute la machinerie mise en œuvre dans la pièce. En fait, le spectateur remarque à peine la somme de recherches investie dans l'interaction en direct. Voilà où réside la puissance de la pièce: ici, la technologie est habitée plutôt qu'utilisée en tant que gadget; elle est bien plus qu'un prolongement du corps, car elle en devient partie intégrante, elle s'intègre dans l'inconscient à travers la subtilité de la danse.

À côté de ces trois approches -l'architecture, le sacré revu et redimensionné, les nouvelles technologies, notamment celles de la production du son et de l'image en interaction avec le mouvement. Son nouveau

dias. Pierre Drouleurs, lui, a une longue collaboration avec différents plasticiens, qui nourrissent son processus de travail, tandis que le tandem Nicole Mossoux-Patrick Bonté travaille autour d'une théâtralité proche du pictural. Et, pour ne pas rester limité aux artistes de la Communauté française, n'oublions pas que Jan Fabre transite toujours entre les arts plastiques, le théâtre, la performance et la danse; Sidi Larbi Cherkaoui (issu de PARTS, membre des Ballets C. de la B) n'hésite pas à mélanger musiques de différentes origines et époques pour composer *Foi*, sorte d'*'opéra médiévo-contemporain'*. En Flandre, en Wallonie ou à Bruxelles, la diversité et la qualité de la danse belge sont devenues incontestables. Au-delà d'un mélange de cultures provoqué par l'origine de nos chorégraphes (ils sont français, brésiliens, espagnols, italiens, marocains...), c'est bien une hybridation à chaque fois singulière et articulée autour de la danse qui les caractérise. Qui ne cesse de nous interpeller sur les corps individuel et social. Qui ne cesse de nous surprendre et nous émouvoir.

Rodrigo Albea

¹ «Le corps pense», in *Danse: langage propre et métissage culturel*, dir. Chantal Pontbriand, éd. Parachute, Montréal, 2001.

Rodrigo Albea est journaliste, diplômé d'études approfondies en esthétique de la danse de l'Université de Paris 8.